

# RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SEINE-MARITIME

*Le contenu intégral des actes et des délibérations peut être consulté sur demande auprès du groupement de  
l'Administration générale et des affaires juridiques*

*Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime  
6 rue du verger  
CS 40078  
76192 Yvetot Cedex  
[www.sdis76.fr](http://www.sdis76.fr)*



**ARRETES DE MONSIEUR LE PRESIDENT  
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

-----

**DELIBERATIONS  
DU BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Réunion du 06 juillet 2016

-----

**Service départemental d'incendie et de secours  
de la Seine-Maritime**  
6 rue du verger – CS 40078  
76192 YVETOT Cedex

**SOMMAIRE DES  
ARRETES DE MONSIEUR LE PRESIDENT  
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

<b>N°</b>	<b>Date</b>	<b>Titre</b>
2016/ AGAJ-013	22/03/2016	Arrêté portant délégation de signature de Monsieur Yannis MARCINIAK, chef du groupement des systèmes d'informations
2016/ AGAJ-014	22/03/2016	Arrêté portant liste départementales des médecins habilités à la détermination de l'aptitude médicale des sapeurs-pompiers professionnels et volontaires
2016/GAP-1951	30/05/2016	Arrêté portant création des comités de groupement
2016/ AGAJ-016	13/06/2016	Arrêté portant délégation de signature de Madame Céline LIDOR, chef du service des affaires juridiques, groupement Administration générale et affaires juridiques
2016/ AGAJ-017	13/06/2016	Arrêté portant délégation de signature de Monsieur François HUE, chef du service de l'administration générale et affaires juridiques
2016/ AGAJ-018	13/06/2016	Arrêté portant délégation de signature de Madame Sophie FALAISE, chef du groupement Emplois, activités et compétences
2016/ AGAJ-019	22/06/2016	Arrêté portant délégation de signature de Madame Sophie LACUISSSE, chef du service gestion du budget, des rétributions et les indicateurs, groupement Emplois, activités et compétences
2016/ AGAJ-020	13/06/2016	Arrêté portant abrogation de la délégation de signature donnée à Monsieur Arnaud DUBUC, groupement Emplois, activités et compétences
2016/ AGAJ-021	13/06/2016	Arrêté portant délégation de signature à Madame Carine BLEYON, chef du service gestion des emplois des effectifs et des activités et compétences
2016/ AGAJ-022	13/06/16	Arrêté portant délégation de signature au Capitaine Wilfried STEFIC, chef du centre départemental de formation, groupement Emplois, activités et compétences

2016/ AGAJ-023	22/06/2016	Arrêté portant abrogation de la délégation de signature à Madame Virginie BOUTELOUP
2016/ AGAJ-024	13/06/2016	Arrêté portant délégation de signature à Madame Karine TASSERIE, chef du service des affaires budgétaires et financières, groupement Finances et commande publique
2016/ AGAJ-025	13/06/2016	Arrêté portant délégation de signature à Monsieur Sylvain MONNIER, chef du service de la restauration, groupement Finances et commande publique
2016/ AGAJ-026	22/06/2016	Arrêté portant délégation de signature à Monsieur Sylvain BABAULT, chef du service de la commande publique, groupement Finances et commande publique
2016/ AGAJ-028	13/06/2016	Arrêté portant délégation de signature à Monsieur Gilles MARTIN, chef du service Téléphonie et transmission
2016/ AGAJ-029	13/06/2016	Arrêté portant délégation de signature au Lieutenant-Colonel David AUDOUIN, chef du groupement Opérations-prévision
2016/ AGAJ-030	13/06/2016	Arrêté portant délégation de signature à Madame Marie Laure BREUGNOT, chef du service Etudes et projets
2016/ AGAJ-031	13/06/2016	Arrêté portant délégation de signature à Monsieur Alain LE GALLOU, chef du service Exploitation et transversalité du référentiel des données
2016/ AGAJ-032	13/06/2016	Arrêté portant délégation de signature à Madame Pauline MASSON, chef du service Administration générale, groupement Emplois Activités et Compétences
2016/ AGAJ-033	13/06/2016	Arrêté portant délégation de signature à Monsieur Daniel MAROUSE, chef du service Contrôle des équipements et des matériels, groupement Technique et immobilier
2016/ AGAJ-034	13/06/2016	Arrêté portant délégation de signature au Capitaine Christophe MARGRIT, chef du service Equipements, approvisionnement et logistique, groupement Technique et immobilier
2016/ AGAJ-035	13/06/2016	Arrêté portant délégation de signature à Madame Réjane PASQUIER, chef du service Gestion administrative et budgétaire, groupement Technique et immobilier



2016/ AGAJ-036	13/06/2016	Arrêté portant délégation de signature à Monsieur Pascal CORDIER, chef du service Maintenance et travaux internes, groupement Technique et immobilier
2016/ AGAJ-037	13/06/2016	Arrêté portant délégation de signature à Monsieur Julien RENAULT, chef du service Matériels roulants, groupement Technique et immobilier
2016/ AGAJ-038	13/06/2016	Arrêté portant délégation de signature à Monsieur Pierre LE CARRERES, chef d'atelier du parc matériels roulants du groupement territorial Ouest
2016/ AGAJ-039	13/06/2016	Arrêté portant délégation de signature à Monsieur Thierry GOSSELIN, gestionnaire du parc du groupement territorial Est
2016/ AGAJ-041	13/06/2016	Arrêté portant délégation de signature au Lieutenant-Colonel Nicolas BLEYON, chef du groupement Technique et immobilier
2016/ AGAJ-042	13/06/2016	Arrêté portant délégation de signature au Commandant Dominique BRISOT, chef du service Prévision et planification, groupement Opérations-prévision
2016/ AGAJ-043	13/06/2016	Arrêté portant délégation de signature au Commandant Eric DIDOT, chef du service Doctrine opérationnelle et prospective, groupement Opérations-prévision
2016/ AGAJ-044	13/06/2016	Arrêté portant délégation de signature au Commandant Philippe RENAULT, chef du service Mise en œuvre opérationnelle, groupement Opérations-prévision
2016/ AGAJ-045	13/06/2016	Arrêté portant délégation de signature au Commandant Thomy CHAUVEL, chef du service Evaluation de la performance opérationnelle, groupement Opérations-prévision
2016/ AGAJ-046	13/06/2016	Arrêté portant délégation de signature au Capitaine Blandine LEFORT, chef du service Emplois, activités et compétences, groupement territorial Est
2016/ AGAJ-047	13/06/2016	Arrêté portant délégation de signature à Monsieur Olivier BERNARD, chef du service Administration générale et finances, groupement Territorial Est
2016/ AGAJ-048	13/06/2016	Arrêté portant délégation de signature au Capitaine François SCHERZER, chef du service Technique et immobilier, groupement Territorial Est

2016/ AGAJ-049	13/06/2016	Arrêté portant délégation de signature au Capitaine Jean-Noël PASSANI, chef du service Opérations-prévision, groupement Territorial Est
2016/ AGAJ-050	13/06/2016	Arrêté portant délégation de signature à Madame Laure COUSTHAM, chef du service Administration générale et finances, groupement Territorial Ouest
2016/ AGAJ-051	13/06/2016	Arrêté portant délégation de signature au Capitaine Damien ERICHER, chef du service Technique et immobilier, groupement Territorial Ouest
2016/ AGAJ-052	13/06/2016	Arrêté portant délégation de signature au Capitaine Patrick MARCHAL, chef du service Opérations-prévision, groupement Territorial Ouest
2016/ AGAJ-053	22/06/2016	Arrêté portant délégation de signature à Monsieur Yannick LEMOIGNE, chef du service Communication et développement du volontariat
2016/ AGAJ-054	13/06/2016	Arrêté portant délégation de signature au Capitaine Anthony LEROUX, chef du service Emplois, activités et compétences, groupement Territorial Sud
2016/ AGAJ-055	13/06/2016	Arrêté portant délégation de signature à Madame Annick NONCLERCQ, chef du service Administration générale et finances, groupement Territorial Sud
2016/ AGAJ-056	13/06/2016	Arrêté portant délégation de signature au Capitaine Reynald JAZE, chef du service Technique et immobilier, groupement Territorial Sud
2016/ AGAJ-058	13/06/2016	Arrêté portant délégation de signature au Lieutenant Paul TROCHU, chef du service Prévention, groupement Territorial Sud
2016/ AGAJ-059	22/06/2016	Arrêté portant délégation de signature au Commandant Luc TACONNET, chef du CTA-CODIS
2016/ AGAJ-060	13/06/2016	Arrêté portant délégation de signature à Madame Ellen DEBEAURAIN, Mission Grands travaux

## SOMMAIRE DES DELIBERATIONS DU BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance	N°	Service instructeur	Titre
06/07/2016	2016-BCA-62	GFCP	Renouvellement du système d'information opérationnel du Sdis de la Seine-Maritime
06/07/2016	2016-BCA-63	GFCP	Marché d'exploitation des installations de génie climatique des bâtiments du Sdis 76 – lot n° 2 : groupement ouest – avenant n°2
06/07/2016	2016-BCA-64	GFCP	Mise en place de la carte achat
06/07/2016	2016-BCA-65	GFCP	Avenant n° 1 à la convention constitutive d'un groupement de commandes avec le Sdis 27
06/07/2016	2016-BCA-66	GFCP	Sortie de l'actif – vente de matériels
06/07/2016	2016-BCA-67	GEAC	Détermination du taux de promotion de grade pour la filière des sapeurs-pompiers professionnels
06/07/2016	2016-BCA-68	GEAC	Modification du tableau des emplois budgétaires et autorisations à recourir à des transformations de postes budgétaires
06/07/2016	2016-BCA-69	GOP	Convention de partenariat opérationnel entre le Sdis 76 et la société nationale de sauvetage en mer de la Seine-Maritime
06/07/2016	2016-BCA-70	GOP	Convention de partenariat opérationnel entre le Sdis 76 et EDF représentée par les centres nucléaires de production d'électricité de Paluel et de Penly dans le cadre de la mise à disposition d'équipement hydraulique grande puissance
06/07/2016	2016-BCA-71	GEAC	Frais de déplacement et de mission – autorisation de dérogation à titre exceptionnel



**ARRETE N°2016/AGAJ-013**  
**portant délégation de signature à Monsieur Yannis MARCINIAK,**  
**chef du groupement des systèmes d'informations**

---

Le président du conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 02 avril 2015 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au conseil d'administration du service départementale d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°2015/AGAJ-53 du 29 avril 2015 portant désignation du président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 27 février 2015 ;
- l'arrêté du président du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime n°2015/AGAJ-78 en date du 04 mai 2015 portant délégation de signature ;

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du conseil d'administration du service départemental peut donner délégation de signature,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :**

Dans le cadre des compétences du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son groupement, délégation de signature est conférée à Monsieur Yannis MARCINIAK, chef du groupement des systèmes d'informations, à l'effet de signer au nom du président du conseil d'administration :

- les bons et lettres de commande d'un montant de 3 000 euros hors taxes au plus et ce dans la limite des autorisations budgétaires,
- les demandes de devis et tous documents s'y rapportant, dans le cadre des achats d'un montant de 3 000 euros hors taxes au plus,
- les factures dans la limite des autorisations budgétaires,

- toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution des commandes concernant le groupement des systèmes d'informations à l'exception des certificats administratifs,
- toutes correspondances usuelles qui n'emportent pas décision, et liées à l'activité du groupement des systèmes d'informations,
- toutes les pièces relatives à la conduite et au suivi des projets conduits par le groupement des systèmes d'informations,
- les actes relevant des attributions de son groupement, par ampliation,
- les ordres de missions à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie.

## **ARTICLE 2 :**

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yannis MARCINIAK, chef du groupement des systèmes d'informations, la délégation qui lui est conférée à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté, est exercée, aux mêmes conditions, par Madame Marie Laure BREUGNOT, chef du service Etudes et projets et adjointe au chef de groupement des systèmes d'informations.

## **ARTICLE 3 :**

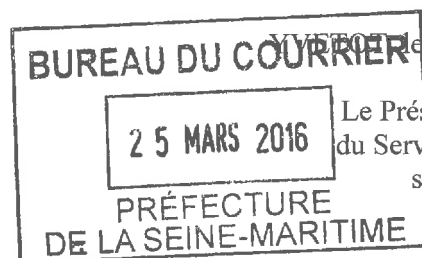
L'arrêté n°2015/AGAJ-78 en date du 04 mai 2015 est abrogé.

## **ARTICLE 4 :**

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

## **ARTICLE 5 :**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.



22 MARS 2016

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

  
Monsieur André GAUTIER

Notifié le

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :

Page n°2

Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime

6, rue du verger – CS 40078 – 76192 YVETOT Cedex Tél. : 02 35 56 11 11 – Télécopie : 02 35 56 11 00



**ARRETE N°2016/AGAJ-014**  
**portant liste départementale des médecins habilités**  
**à la détermination de l'aptitude médicale**  
**des sapeurs-pompiers professionnels et volontaires**

---  
Le président du conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le Code général des collectivités territoriales, partie législative et réglementaire,
- la loi n°96.370 du 3 mai 1996 relative au développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers, modifiée par la loi n°99.128 du 23 février 1999,
- le décret n° 90.850 du 25 septembre 1990 portant dispositions communes à l'ensemble des sapeurs-pompiers professionnels,
- le décret n° 99.1039 du 10 décembre 1999 relatif aux sapeurs-pompiers volontaires,
- l'arrêté du 6 mai 2000 fixant les conditions d'aptitude médicale des sapeurs-pompiers professionnels et volontaires et les conditions d'exercice de la médecine professionnelle et préventive au sein des services d'incendie et de secours,
- l'arrêté du 31 juillet 2012 relatif à l'organisation du contrôle médical de l'aptitude à la conduite,
- l'arrêté du président du département n°2015/AGAJ-53 du 29 avril 2015 portant désignation du président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- la circulaire du 3 août 2012 relative à l'organisation du contrôle médical de l'aptitude à la conduite des conducteurs et des candidats au permis de conduire,
- l'avis conforme de Monsieur le Directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- l'avis conforme de la commission médicale consultative du Service de santé et de secours médical du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- l'arrêté n° 2015/AGAJ-99 du 24 juillet 2015 portant liste départementale des médecins habilités à la détermination de l'aptitude médicale des sapeurs-pompiers professionnels et volontaires,

Sur proposition de Monsieur le médecin chef du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

**ARRETE**

**ARTICLE 1er** : La liste départementale des médecins habilités à la détermination de l'aptitude médicale des sapeurs-pompiers professionnels et volontaires est établie comme suit :

**Annie-Claude BECHE**, 9 rue Jean Lagarrigue, 76530 LES ESSARTS  
**Roland BENICHOU**, 46 rue du Contrat Social, 76000 ROUEN  
**Jean-Luc BOURGOIN**, Centre médical, 76450 CANY BARVILLE  
**Jean-Pascal BUNEL**, route de l'Europe, 76540 VALMONT  
**Jean-Michel CHANTRE**, 7 avenue Paul Paray, 76470 LE TREPORT  
**Marc DE SANTIS**, Place des Halles, 76680 SAINT SAENS  
**Joël DUDOUT**, rue Alphonse Karr, 76790 ETRETAT  
**Denis DULIEU**, 10, rue d'Ecosse, 76000 ROUEN  
**Frédéric DUVAL**, SDIS 76, groupement Sud, 26 rue Desmarest, 76100 ROUEN  
**Jean-Luc FORT**, SDIS 76, groupement Ouest, 3 rue du sergent Goubin, 76610 LE HAVRE  
**Hervé GALLOIS**, 123 rue des Etoiles, 76560 LE TORP MESNIL

Page n°1

Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime

6, rue du verger – CS 40078 – 76192 YVETOT Cedex Tél. : 02 35 56 11 11 – Télécopie : 02 35 56 11 00

**Aliénor GUILLAUME**, 76 allée de la charmillle 76230 BOIS GUILLAUME  
**Joël GUILLOD**, 159, Chemin de l'Epinette, 27210 FOULBEC  
**Bertrand LEFRANCOIS**, 4, rue des châtaigniers, 76280 CRIQUETOT  
L'ESNEVAL  
**Christiane LE GOUIC**, 7 Carrée de Thibermont, 76370 MARTIN - EGLISE  
**Florian LENOIR**, 2A rue Jacques Morin, 76240 BONSECOURS  
**Jean-Louis LOISEL**, 28 rue Georges Braque, 76530 GRAND COURONNE  
**Cécilia MOULUN**, 19 route de la Marguerite, 76133 SAINT MARTIN DU BEC  
**Marc OTTAVIANI**, 9 rue de Verdun, 76440 FORGES LES EAUX  
**Thierry SENEZ**, DDSIS, 6 Rue du Verger, BP 78 , 76192 YVETOT Cedex

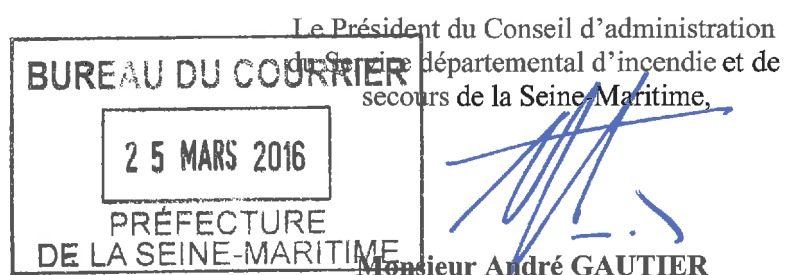
**ARTICLE 2** : Les médecins habilités à la détermination de l'aptitude médicale des sapeurs-pompiers professionnels et volontaires cités à l'article 1 du présent arrêté sont également habilités au contrôle médical de l'aptitude à la conduite.

**ARTICLE 3** : L'arrêté n° 2015/AGAJ-99 du 24 juillet 2015 est abrogé et remplacé par le présent arrêté.

**ARTICLE 4** : Le médecin chef et le Directeur départemental du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

**ARTICLE 5** : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

YVETOT, le 22 MARS 2016



Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :

**ARRETE N° 2016/GAP-1951**

**Portant création  
des comités de groupement**

----

**Le Président du conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de secours**

**VU :**

- le code général des collectivités territoriales,
- le code de la sécurité intérieure,
- la loi n°2004-811 du 13 août 2004 modifiée de modernisation de la sécurité civile,
- l'arrêté ministériel du 29 mars 2016 portant organisation du Comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires,
- la délibération du Conseil départemental de la Seine-Maritime en date du 02 avril 2015 portant élections du Président,
- la délibération du Conseil départemental de la Seine-Maritime en date du 24 avril 2015 portant élection des représentants du département au Conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Seine Maritime,
- l'arrêté n° 2015 / AGAJ-53 en date du 29 avril 2015 du Président du Département portant désignation de monsieur André GAUTIER, Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- l'avis favorable du comité technique en date du 22 mars 2016,
- l'avis favorable du comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires en date du 22 mars 2016,
- la délibération du conseil d'administration en date du 29 avril 2016,

Sur proposition de monsieur le Directeur départemental,

**A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Il est créé un comité intercentres dit comité de groupement dans chaque groupement territorial du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

**Article 2 :**

Le comité de groupement est composé :

- d'un élu siégeant au comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires, représentant l'administration, président du comité,
- du chef de groupement territorial, suppléé, le cas échéant, par son adjoint,
- d'un sapeur-pompier volontaire siégeant au CCDSPV,
- d'un chef de centre mixte,
- d'un chef de centre volontaire,
- d'un adjoint au chef de centre volontaire,
- d'un membre du SSSM,
- du chef de service EAC du groupement territorial, ou son adjoint, sans voix délibérative, chargé du secrétariat.



A l'exception du chef de groupement et de son suppléant, membre de droit, le Président du conseil d'administration du Sdis désigne les membres titulaires et suppléants qui composent le comité.

Les représentants sapeurs-pompiers volontaires sont désignés après tirage au sort parmi les candidatures reçues.

Les maires des communes ou leur représentant, relevant des centres d'incendie et de secours dont les dossiers sont évoqués lors du comité, sont invités aux réunions des comités (R723-74 du code de la sécurité intérieure). Ils n'ont pas voix délibérative.

### **Article 3 :**

Les comités de groupement sont compétents pour connaître des demandes d'engagement des sapeurs-pompiers volontaires et des propositions d'avancement de grade.

Les avis favorables du comité de groupement concernant les engagements de sapeurs-pompiers volontaires sont transmis pour information au comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires, les avis défavorables sont transmis pour avis à ce comité.

Les avis favorables et défavorables concernant les propositions d'avancement de grade sont présentés pour avis au comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires.

Si un dossier n'a pas pu passer en comité de groupement, et qu'un CCDSPV a lieu avant la réunion d'un autre comité de groupement, le dossier passera alors en CCDSPV.

### **Article 4 :**

Conformément à l'article R723-74 du code de la sécurité intérieure, la composition et les modalités de désignation et de fonctionnement des comités sont définies dans le règlement intérieur du corps départemental.

### **Article 5 :**

Monsieur le directeur départemental des Services d'incendie et de secours est chargé de l'exécution du présent arrêté, publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime et porté à la connaissance des personnels concernés.

### **Article 6 :**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication, en application de l'article R 421-1 du CJA.

Yvetot, le 30 MAI 2016

Le Président du conseil d'administration,



André GAUTIER

**ARRETE N°2016/AGAJ-016**  
**portant délégation de signature à Madame Céline LIDOR,**  
**chef du service des affaires juridiques**  
**groupement Administration générale et affaires juridiques**

Le président du conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 02 avril 2015 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au conseil d'administration du service départementale d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°2015/AGAJ-53 du 29 avril 2015 portant désignation du président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 27 février 2015 ;
- l'arrêté du président du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime n°2015/AGAJ-61 en date du 04 mai 2015 portant délégation de signature ;

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du conseil d'administration du service départemental peut donner délégation de signature,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :**

Dans le cadre des compétences du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son service, délégation de signature est conférée à Madame Céline LIDOR, chef du service des affaires juridiques – groupement de l'Administration générale et des affaires juridiques, à l'effet de signer au nom du président du conseil d'administration :

- les bons et lettres de commande d'un montant de 1 500 euros hors taxes au plus et ce dans la limite des autorisations budgétaires,
- les demandes de devis et tous documents s'y rapportant, dans le cadre des achats d'un montant de 1 500 euros hors taxes au plus,
- les factures dans la limite des autorisations budgétaires,

- toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution des commandes concernant le service des affaires juridiques à l'exception des certificats administratifs,
- toutes correspondances usuelles qui n'emportent pas décision, et liées à l'activité du service des affaires juridiques,
- les actes relevant des attributions de son service, par ampliation,
- les ordres de missions à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie.

## **ARTICLE 2 :**

L'arrêté n°2015/AGAJ-61 en date du 04 mai 2015 est abrogé.

## **ARTICLE 3 :**

Monsieur le Directeur départemental des services d'incendie et de secours est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

## **ARTICLE 4 :**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

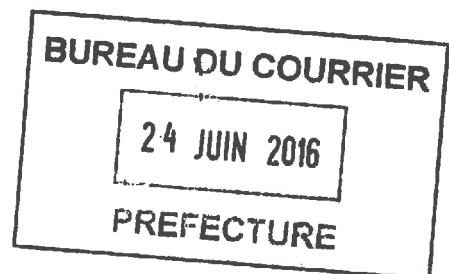
YVETOT, le **13 JUIN 2016**

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

**Monsieur André GAUTIER**

Notifié le

**Céline LIDOR**



Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :

**ARRETE N°2016/AGAJ-017**  
**portant délégation de signature à Monsieur François HUE**  
**chef du service de l'administration générale**  
**groupement Administration générale et affaires juridiques**

Le président du conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 02 avril 2015 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au conseil d'administration du service départementale d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°2015/AGAJ-53 du 29 avril 2015 portant désignation du président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 27 février 2015 ;
- l'arrêté du président du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime n°2015/AGAJ-62 en date du 04 mai 2015 portant délégation de signature ;

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du conseil d'administration du service départemental peut donner délégation de signature,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :**

Dans le cadre des compétences du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son service, délégation de signature est conférée à Monsieur François HUE, chef du service de l'administration générale – groupement de l'Administration générale et des affaires juridiques, à l'effet de signer au nom du président du conseil d'administration :

- les bons et lettres de commande d'un montant de 1 500 euros hors taxes au plus et ce dans la limite des autorisations budgétaires,
- les demandes de devis et tous documents s'y rapportant, dans le cadre des achats d'un montant de 1 500 euros hors taxes au plus,

- toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution des commandes concernant le service de l'administration générale à l'exception des certificats administratifs,
- toutes correspondances usuelles qui n'emportent pas décision, et liées à l'activité du service de l'administration générale,
- les actes relevant des attributions de son service, par ampliation,
- les ordres de missions à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie.

## **ARTICLE 2 :**

L'arrêté n°2015/AGAJ-62 en date du 04 mai 2015 est abrogé.

## **ARTICLE 3 :**

Monsieur le Directeur départemental des services d'incendie et de secours est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

## **ARTICLE 4 :**

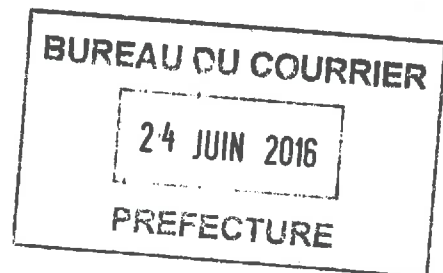
Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

YVETOT, le **13 JUIN 2016**

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

  
Monsieur André GAUTIER

Notifié le



Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :



**ARRETE N°2016/AGAJ-018**  
**portant délégation de signature à Madame Sophie FALAISE**  
**chef du groupement emplois, activités et compétences**

---  
Le président du conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 02 avril 2015 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°2015/AGAJ-53 du 29 avril 2015 portant désignation du président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 27 février 2015 ;
- l'arrêté du président du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime n°2015/AGAJ-64 en date du 04 mai 2015 portant délégation de signature ;

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du conseil d'administration du service départemental peut donner délégation de signature,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :**

Dans le cadre des compétences du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son groupement, délégation de signature est conférée à Madame Sophie FALAISE, chef du groupement emplois, activités et compétences, à l'effet de signer au nom du président du conseil d'administration :

- les bons et lettres de commande d'un montant de 3 000 euros hors taxes au plus et ce dans la limite des autorisations budgétaires,
- les demandes de devis et tous documents s'y rapportant, dans le cadre des achats d'un montant de 3 000 euros hors taxes au plus,



- les factures dans la limite des autorisations budgétaires,
- toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution des commandes concernant le groupement ressources humaines à l'exception des certificats administratifs,
- toutes correspondances usuelles qui n'emportent pas décision, et liées à l'activité du groupement emplois, activités et compétences,
- les ordres de missions à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie,
- les décisions d'acceptation ou de refus d'ouvertures, d'alimentations et d'utilisation des compte-épargne temps des agents du service départemental,
- les attestations relatives à la situation administrative des agents du service départemental,
- les actes relevant de la gestion des agents du service départemental par ampliation,
- les correspondances se rapportant à l'exécution des conventions de disponibilité des sapeurs-pompiers volontaires du corps départemental,
- les correspondances, demandes ou transmissions relevant de la gestion des dossiers des agents du service départemental et adressées aux institutions de la fonction publique territoriale et autres organismes extérieurs concernés,

## **ARTICLE 2 :**

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sophie FALAISE, chef du groupement emplois, activités et compétences, la délégation qui lui est conférée à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté, est exercée par :

- Madame Anne DUCRET, adjoint au chef du groupement emplois, activités et compétences chargée de la gestion des emplois, des activités et des compétences,
- Monsieur Fabrice CAUMONT, commandant de sapeurs-pompiers professionnels, adjoint au chef du groupement emplois, activités et compétences chargé du développement des emplois, des activités et des compétences.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de Madame Sophie FALAISE, chef du groupement emplois, activités et compétences et d'un de ses adjoints, la délégation qui lui est conférée à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté est exercée dans sa globalité, aux mêmes conditions par l'adjoint au chef de groupement présent.

## **ARTICLE 3 :**

L'arrêté n°2015/AGAJ-64 en date du 04 mai 2015 est abrogé.

## **ARTICLE 4 :**

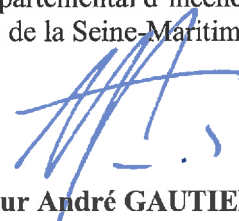
Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

**ARTICLE 5 :**

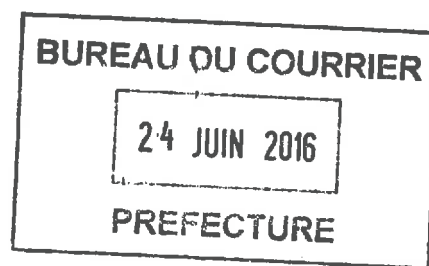
Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

YVETOT, le **13 JUIN 2016**

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,



**Monsieur André GAUTIER**



Notifié le

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :

Page n°3



**ARRETE N°2016/AGAJ-019**  
**portant délégation de signature à Madame Sophie LACUISSE,**  
**chef du service gestion du budget, des rétributions et des indicateurs**  
**groupement Emplois, activités et compétences**

Le président du conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 02 avril 2015 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°2015/AGAJ-53 du 29 avril 2015 portant désignation du président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 27 février 2015 ;
- l'arrêté du président du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime n°2015/AGAJ-65 en date du 04 mai 2015 portant délégation de signature ;

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du conseil d'administration du service départemental peut donner délégation de signature,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :**

Dans le cadre des compétences du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son service, délégation de signature est conférée à Madame Sophie LACUISSE, chef du service gestion du budget, des rétributions et des indicateurs, à l'effet de signer au nom du président du conseil d'administration :

- les bons et lettres de commande d'un montant de 1 500 euros hors taxes au plus et ce dans la limite des autorisations budgétaires,
- les demandes de devis et tous documents s'y rapportant, dans le cadre des achats d'un montant de 1 500 euros hors taxes au plus,
- les factures dans la limite des autorisations budgétaires,

- toutes correspondances usuelles qui n'emportent pas décision, et liées à l'activité du service gestion du budget, des rétributions et des indicateurs,
- les ordres de mission à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie.

#### **ARTICLE 2 :**

L'arrêté n°2015/AGAJ-65 en date du 04 mai 2015 est abrogé.

#### **ARTICLE 3 :**

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

#### **ARTICLE 4 :**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

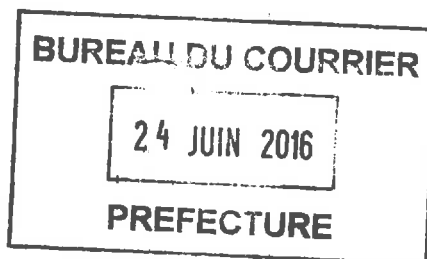
YVETOT, le **22 JUIN 2016**

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

  
**Monsieur André GAUTIER**

Notifié le

**Sophie LACUISSE**



Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :

Page n°2

Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime

6, rue du verger – CS 40078 – 76192 YVETOT Cedex Tél. : 02 35 56 11 11 – Télécopie : 02 35 56 11 00



**ARRETE N°2016/AGAJ-20**  
**portant abrogation de la délégation de signature donnée à**  
**Monsieur Arnaud DUBUC,**  
**groupement Emplois, activités et compétences**

---

Le président du conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 02 avril 2015 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au conseil d'administration du service départementale d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°2015/AGAJ-53 du 29 avril 2015 portant désignation du président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 27 février 2015 ;
- l'arrêté du président du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime n°2015/AGAJ-66 en date du 04 mai 2015 portant délégation de signature ;

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du conseil d'administration du service départemental peut donner délégation de signature,

Considérant le changement d'affectation de Monsieur Arnaud DUBUC.

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :**

L'arrêté n°2015/AGAJ-66 en date du 04 mai 2015 est abrogé.

**ARTICLE 2 :**

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

**ARTICLE 3 :**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

YVETOT, le **13 JUIN 2016**

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

  
**Monsieur André GAUTIER**

Notifié le

**Arnaud DUBUC**

**BUREAU DU COURRIER**

**24 JUIN 2016**

**PREFECTURE**

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :



**ARRETE N°2016/AGAJ-021**  
**portant délégation de signature à Madame Carine BLEYON,**  
**chef du service gestion des emplois, des effectifs et des activités**  
**groupement Emplois, activités et compétences**

Le président du conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 02 avril 2015 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au conseil d'administration du service départementale d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°2015/AGAJ-53 du 29 avril 2015 portant désignation du président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 27 février 2015 ;
- l'arrêté du président du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime n°2015/AGAJ-67 en date du 04 mai 2015 portant délégation de signature ;

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du conseil d'administration du service départemental peut donner délégation de signature,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :**

Dans le cadre des compétences du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son service, délégation de signature est conférée à Madame Carine BLEYON, chef du service gestion des emplois, des effectifs et des activités, à l'effet de signer au nom du président du conseil d'administration :

- les bons et lettres de commande d'un montant de 1 500 euros hors taxes au plus et ce dans la limite des autorisations budgétaires,
- les demandes de devis et tous documents s'y rapportant, dans le cadre des achats d'un montant de 1 500 euros hors taxes au plus,
- les factures dans la limite des autorisations budgétaires,

- toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution des commandes concernant son service à l'exception des certificats administratifs,
- toutes correspondances usuelles qui n'emportent pas décision, et liées à l'activité du service gestion des emplois, des effectifs et des activités,
- les ordres de mission à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie.

## **ARTICLE 2 :**

L'arrêté n°2015/AGAJ-67 en date du 04 mai 2015 est abrogé.

## **ARTICLE 3 :**

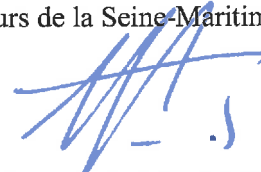
Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

## **ARTICLE 4 :**

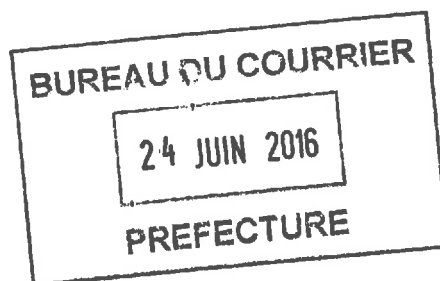
Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

YVETOT, le **13 JUIN 2016**

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,



**Monsieur André GAUTIER**



Notifié le

**Carine BLEYON**

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :





**ARRETE N°2016/AGAJ-022**  
**portant délégation de signature au Capitaine Wilfried STEFIC,**  
**chef du centre départemental de formation**  
**groupement Emplois, activités et compétences**

---  
Le président du conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 02 avril 2015 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au conseil d'administration du service départementale d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°2015/AGAJ-53 du 29 avril 2015 portant désignation du président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 27 février 2015 ;
- l'arrêté du président du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime n°2015/AGAJ-68 en date du 04 mai 2015 portant délégation de signature ;

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du conseil d'administration du service départemental peut donner délégation de signature,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :**

Dans le cadre des compétences du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son service, délégation de signature est conférée à Monsieur Wilfried STEFIC, capitaine de sapeurs-pompiers professionnels, chef du centre départemental de formation, à l'effet de signer au nom du président du conseil d'administration :

- les bons et lettres de commande d'un montant de 1 500 euros hors taxes au plus et ce dans la limite des autorisations budgétaires,
- les demandes de devis et tous documents s'y rapportant, dans le cadre des achats d'un montant de 1 500 euros hors taxes au plus,
- les factures dans la limite des autorisations budgétaires,

- toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution des commandes concernant son service à l'exception des certificats administratifs,
- toutes correspondances usuelles qui n'emportent pas décision, et liées à l'activité du centre départemental de formation,
- les ordres de mission à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie.

## **ARTICLE 2 :**

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Wilfried STEFIC, capitaine de sapeurs-pompiers professionnels, chef du centre départemental de formation, la délégation qui lui est conférée à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté, est exercée, aux mêmes conditions, par Monsieur Emmanuel MENDY, lieutenant de sapeurs-pompiers professionnels, adjoint au chef du centre départemental de formation

## **ARTICLE 3 :**

L'arrêté n°2015/AGAJ-68 en date du 04 mai 2015 est abrogé.

## **ARTICLE 4 :**

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

## **ARTICLE 5 :**

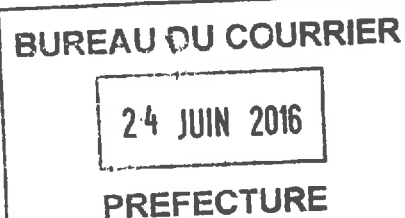
Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

YVETOT, le **13 JUIN 2016**

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

  
Monsieur André GAUTIER

Notifié le



Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de .

Page n°2





**ARRETE N°2016/AGAJ-023**  
**portant abrogation de la délégation de signature**  
**à Madame Virginie BOUTELOUP,**

---

Le président du conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 02 avril 2015 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au conseil d'administration du service départementale d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°2015/AGAJ-53 du 29 avril 2015 portant désignation du président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 27 février 2015 ;
- l'arrêté du président du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime n°2015/AGAJ-81 en date du 04 mai 2015 portant délégation de signature ;

Considérant le changement d'affectation de Madame Virginie BOUTELOUP,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :**

L'arrêté n°2015/AGAJ-81 en date du 04 mai 2015 est abrogé à compter de la signature du présent arrêté.

**ARTICLE 2 :**

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

**ARTICLE 3 :**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

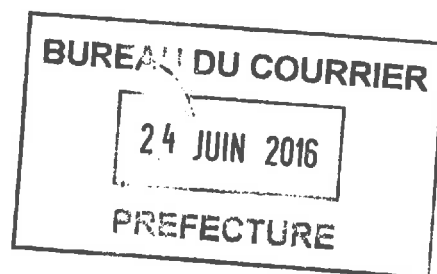
YVETOT, le **22 JUIN 2016**

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

**Monsieur André GAUTIER**

Notifié le

**Virginie BOUTELOUP**



Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :

Page n°2

**ARRETE N°2016/AGAJ-024**  
**portant délégation de signature à Madame Karine TASSERIE,**  
**chef du service des affaires budgétaires et financières**  
**groupement Finances et commande publique**

Le président du conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 02 avril 2015 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au conseil d'administration du service départementale d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°2015/AGAJ-53 du 29 avril 2015 portant désignation du président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 27 février 2015 ;
- l'arrêté du président du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime n°2015/AGAJ-82 en date du 04 mai 2015 portant délégation de signature ;

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du conseil d'administration du service départemental peut donner délégation de signature,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :**

Dans le cadre des compétences du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son service, délégation de signature est conférée à Madame Karine TASSERIE, chef du service des affaires budgétaires et financières, à l'effet de signer au nom du président du conseil d'administration :

- les bons et lettres de commande d'un montant de 1 500 euros hors taxes au plus et ce dans la limite des autorisations budgétaires,
- les demandes de devis et tous documents s'y rapportant, dans le cadre des achats d'un montant de 1 500 euros hors taxes au plus,
- les factures dans la limite des autorisations budgétaires,

- toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution des commandes concernant le service des affaires budgétaires et financières à l'exception des certificats administratifs,
- toutes correspondances usuelles qui n'emportent pas décision, et liées à l'activité du service des affaires budgétaires et financières,
- les ordres de mission à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie.

## **ARTICLE 2 :**

L'arrêté n°2015/AGAJ-82 en date du 04 mai 2015 est abrogé.

## **ARTICLE 3 :**

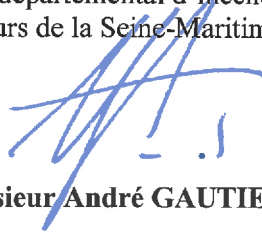
Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

## **ARTICLE 4 :**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

YVETOT, le **13 JUIN 2016**

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,



**Monsieur André GAUTIER**

**BUREAU DU COURRIER**

**24 JUIN 2016**

**PREFECTURE**

Notifié le

**Karine TASSERIE**

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :

Page n°2

Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime

6, rue du verger – CS 40078 – 76192 YVETOT Cedex Tél. : 02 35 56 11 11 – Télécopie : 02 35 56 11 00

**ARRETE N°2016/AGAJ-025**  
**portant délégation de signature à Monsieur Sylvain MONNIER,**  
**chef du service de la restauration**  
**groupement Finances et commande publique**

Le président du conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 02 avril 2015 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au conseil d'administration du service départementale d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°2015/AGAJ-53 du 29 avril 2015 portant désignation du président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 27 février 2015 ;
- l'arrêté du président du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime n°2015/AGAJ-84 en date du 04 mai 2015 portant délégation de signature ;

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du conseil d'administration du service départemental peut donner délégation de signature,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :**

Dans le cadre des compétences du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son bureau, délégation de signature est conférée à Monsieur Sylvain MONNIER, chef du service de la restauration, à l'effet de signer au nom du président du conseil d'administration :

- les bons et lettres de commande d'un montant de 1 500 euros hors taxes au plus et ce dans la limite des autorisations budgétaires,
- les demandes de devis et tous documents s'y rapportant, dans le cadre des achats d'un montant de 1 500 euros hors taxes au plus,
- les factures dans la limite des autorisations budgétaires,

- toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution des commandes concernant le service de la restauration à l'exception des certificats administratifs,
- toutes correspondances usuelles qui n'emportent pas décision, et liées à l'activité du service de la restauration,
- les ordres de mission à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie.

## **ARTICLE 2 :**

L'arrêté n°2015/AGAJ-52 en date du 17 avril 2015 est abrogé.

## **ARTICLE 3 :**

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

## **ARTICLE 4 :**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

YVETOT, le **13 JUIN 2016**

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

**Monsieur André GAUTIER**

Notifié le

**Sylvain MONNIER**



Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :

Page n°2

Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime

6, rue du verger – CS 40078 – 76192 YVETOT Cedex Tél. : 02 35 56 11 11 – Télécopie : 02 35 56 11 00



**ARRETE N°2016/AGAJ-026**  
**portant délégation de signature à Monsieur Sylvain BABAULT,**  
**chef du service de la commande publique**  
**groupement Finances et commande publique**

---

Le président du conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 02 avril 2015 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au conseil d'administration du service départementale d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°2015/AGAJ-53 du 29 avril 2015 portant désignation du président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 27 février 2015 ;
- les arrêtés du président du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime n°2015/AGAJ-91 et n°2015/AGAJ-83 en date des 04 mai 2015 et 24 juin 2015 portant délégation de signature ;

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du conseil d'administration du service départemental peut donner délégation de signature,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :**

Dans le cadre des compétences du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son service, délégation de signature est conférée à Monsieur Sylvain BABAULT, chef du service de la commande publique, à l'effet de signer au nom du président du conseil d'administration :

- les bons et lettres de commande d'un montant de 1 500 euros hors taxes au plus et ce dans la limite des autorisations budgétaires,
- les demandes de devis et tous documents s'y rapportant, dans le cadre des achats d'un montant de 1 500 euros hors taxes au plus,

- les factures dans la limite des autorisations budgétaires,
- toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution des commandes concernant le service de la commande publique à l'exception des certificats administratifs,
- toutes correspondances usuelles qui n'emportent pas décision, et liées à l'activité du service de la commande publique,
- dans le cadre de la préparation, de la passation et de l'exécution des marchés publics et accords-cadres, quelle que soit la procédure utilisée :
  - les registres de dépôt des plis,
  - les lettres de consultation,
  - les procès-verbaux d'ouverture des plis et d'analyse des candidatures,
  - les courriers adressés aux soumissionnaires y compris ceux les informant d'une décision du pouvoir adjudicateur relative à leur candidature et/ou à leur offre, à l'exclusion toutefois des courriers informant les candidats du rejet de leur candidature et/ou de leur offre, des courriers informant les candidats, sur leur demande, des motifs détaillés de ce rejet ainsi que des courriers de notification des marchés et accords-cadres,
- les ordres de mission à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie.

## **ARTICLE 2 :**

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Sylvain BABAULT, chef du service de la commande publique, la délégation qui lui est conférée à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté est exercée, aux mêmes conditions, par Monsieur Reynald HAUCHARD, adjoint au chef du service de la commande publique.

## **ARTICLE 3 :**

Les arrêtés n°2015/AGAJ-91 et n°2015/AGAJ-83 en date des 04 mai 2015 et 24 juin 2015 sont abrogés.

## **ARTICLE 4 :**

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

## **ARTICLE 5 :**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

YVETOT, le **22 JUIN 2016**

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

**BUREAU DU COURRIER**

**24 JUIN 2016**

**PREFECTURE**

Monsieur André GAUTIER

Notifié le

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°





**ARRETE N°2016/AGAJ-028**  
**portant délégation de signature à Monsieur Gilles MARTIN**  
**chef du service Téléphonie et transmission**

---

Le président du conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 02 avril 2015 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au conseil d'administration du service départementale d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°2015/AGAJ-53 du 29 avril 2015 portant désignation du président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 27 février 2015 ;
- l'arrêté du président du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime n°2015/AGAJ-93 en date du 24 juin 2015 portant délégation de signature ;

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du conseil d'administration du service départemental peut donner délégation de signature,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :**

Dans le cadre des compétences du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son service, délégation de signature est conférée à Monsieur Gilles MARTIN, chef du service Téléphonie et transmission, à l'effet de signer au nom du président du conseil d'administration :

- les bons et lettres de commande d'un montant de 1 500 euros hors taxes au plus et ce dans la limite des autorisations budgétaires,
- les demandes de devis et tous documents s'y rapportant, dans le cadre des achats d'un montant de 1 500 euros hors taxes au plus,
- les factures dans la limite des autorisations budgétaires,

- toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution des commandes concernant son service à l'exception des certificats administratifs,
- toutes correspondances usuelles qui n'emportent pas décision, et liées à l'activité de son service,
- les actes relevant des attributions de son service, par ampliation,
- les ordres de missions à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie.

#### **ARTICLE 2 :**

L'arrêté n°2015/AGAJ-93 en date du 24 juin 2015 est abrogé.

#### **ARTICLE 3 :**

Monsieur le Directeur départemental des services d'incendie et de secours est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

#### **ARTICLE 4 :**

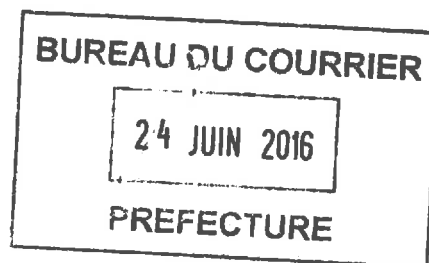
Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

YVETOT, le **13 JUIN 2016**

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

**Monsieur André GAUTIER**

Notifié le



Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :



**ARRETE N°2016/AGAJ-029**  
**portant délégation de signature au Lieutenant-colonel David AUDOUIN,**  
**chef du groupement Opérations-prévision**

---  
Le président du conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 02 avril 2015 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au conseil d'administration du service départementale d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°2015/AGAJ-53 du 29 avril 2015 portant désignation du président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 27 février 2015 ;
- l'arrêté du président du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime n°2015/AGAJ-104 en date du 24 juillet 2015 portant délégation de signature ;

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du conseil d'administration du service départemental peut donner délégation de signature,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :**

Dans le cadre des compétences du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son service, délégation de signature est conférée à Monsieur David AUDOUIN, lieutenant-colonel de sapeurs-pompiers professionnels, chef du groupement Opérations-prévision, à l'effet de signer au nom du président du conseil d'administration :

- les bons et lettres de commande d'un montant de 3 000 euros hors taxes au plus et ce dans la limite des autorisations budgétaires,
- les demandes de devis et tous documents s'y rapportant, dans le cadre des achats d'un montant de 3 000 euros hors taxes au plus,
- les factures dans la limite des autorisations budgétaires,

- les factures dans la limite des autorisations budgétaires,
- toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution des commandes concernant le groupement opérations-prévision, à l'exception des certificats administratifs,
- toutes correspondances usuelles qui n'emportent pas décision, et liées à l'activité du groupement opérations-prévision,
- les actes liés à l'activité du groupement opérations-prévision par ampliation,
- les ordres de missions à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie,

## **ARTICLE 2 :**

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur David AUDOUIN, Lieutenant-colonel de sapeurs-pompiers professionnels, chef du groupement opérations-prévision, la délégation qui lui est conférée à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté, est exercée, aux mêmes conditions, par Monsieur Erwan MAHE, commandant de sapeurs-pompiers professionnels, adjoint au chef du groupement opérations-prévision.

## **ARTICLE 3 :**

L'arrêté n°2015/AGAJ-104 en date du 24 juillet 2015 est abrogé.

## **ARTICLE 4 :**

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

## **ARTICLE 5 :**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

YVETOT, le **13 JUIN 2016**

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

Notifié le

**BUREAU DU COURRIER**

**24 JUIN 2016**

**PREFECTURE**

Monsieur André GAUTIER

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n° \_\_\_\_\_ du mois de :

**ARRETE N°2016/AGAJ-030**  
**portant délégation de signature à Madame Marie Laure BREUGNOT**  
**chef du service Études et projets**

Le président du conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 02 avril 2015 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au conseil d'administration du service départementale d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°2015/AGAJ-53 du 29 avril 2015 portant désignation du président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 27 février 2015 ;
- l'arrêté du président du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime n°2015/AGAJ-107 en date du 22 octobre 2015 portant délégation de signature ;

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du conseil d'administration du service départemental peut donner délégation de signature,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :**

Dans le cadre des compétences du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son service, délégation de signature est conférée à Madame Marie Laure BREUGNOT, chef du service Études et projets, à l'effet de signer au nom du président du conseil d'administration :

- les bons et lettres de commande d'un montant de 1 500 euros hors taxes au plus et ce dans la limite des autorisations budgétaires,
- les demandes de devis et tous documents s'y rapportant, dans le cadre des achats d'un montant de 1 500 euros hors taxes au plus,

- les factures dans la limite des autorisations budgétaires,
- toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution des commandes concernant son service à l'exception des certificats administratifs,
- toutes correspondances usuelles qui n'emportent pas décision, et liées à l'activité de son service,
- les actes relevant des attributions de son service, par ampliation,
- les ordres de missions à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie.

#### **ARTICLE 2 :**

L'arrêté n°2015/AGAJ-107 en date du 22 octobre 2015 est abrogé.

#### **ARTICLE 3 :**

Monsieur le Directeur départemental des services d'incendie et de secours est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

#### **ARTICLE 4 :**

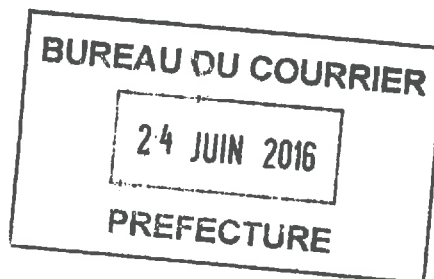
Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

YVETOT, le **13 JUIN 2016**

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

**Monsieur André GAUTIER**

Notifié le



Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :





Sapeurs-Pompiers  
de Seine-Maritime

**ARRETE N°2016/AGAJ-031**  
portant délégation de signature à Monsieur Alain LE GALLOU  
chef du service Exploitation et transversalité du référentiel des données

Le président du conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

Vu

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 02 avril 2015 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°2015/AGAJ-53 du 29 avril 2015 portant désignation du président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 27 février 2015 ;
- l'arrêté du président du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime n°2015/AGAJ-108 en date du 22 octobre 2015 portant délégation de signature ;

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du conseil d'administration du service départemental peut donner délégation de signature,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :**

Dans le cadre des compétences du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son service, délégation de signature est conférée à Monsieur Alain LE GALLOU, chef du service Exploitation et transversalité du référentiel des données, à l'effet de signer au nom du président du conseil d'administration :

- les bons et lettres de commande d'un montant de 1 500 euros hors taxes au plus et ce dans la limite des autorisations budgétaires,
- les demandes de devis et tous documents s'y rapportant, dans le cadre des achats d'un montant de 1 500 euros hors taxes au plus,

- les factures dans la limite des autorisations budgétaires,
- toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution des commandes concernant son service à l'exception des certificats administratifs,
- toutes correspondances usuelles qui n'emportent pas décision, et liées à l'activité de son service,
- les actes relevant des attributions de son service, par ampliation,
- les ordres de missions à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie.

#### ARTICLE 2 :

L'arrêté n°2015/AGAJ-108 en date du 22 octobre 2015 est abrogé.

#### ARTICLE 3 :

Monsieur le Directeur départemental des services d'incendie et de secours est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

#### ARTICLE 4 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

YVETOT, le **13 JUIN 2016**

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,



Monsieur André GAUTIER

Notifié le **30 JUIN 2016**



**BUREAU DU COURRIER**

**24 JUIN 2016**

**PREFECTURE**

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :





**ARRETE N°2016/AGAJ-032**  
**portant délégation de signature à Madame Pauline MASSON**  
**chef du service Administration générale –**  
**groupement Emplois Activités et Compétences**

Le président du conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2013-1259 du 27 décembre 2013 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 02 avril 2015 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au conseil d'administration du service départementale d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°2015/AGAJ-53 du 29 avril 2015 portant désignation du président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 27 février 2015 ;
- l'arrêté du président du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime n°2015/AGAJ-109 en date du 24 décembre 2015 portant délégation de signature ;

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du conseil d'administration du service départemental peut donner délégation de signature,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :**

Dans le cadre des compétences du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son service, délégation de signature est conférée à Madame Pauline MASSON, chef du service Administration générale, à l'effet de signer au nom du président du conseil d'administration :

- les bons et lettres de commande d'un montant de 1 500 euros hors taxes au plus et ce dans la limite des autorisations budgétaires,
- les demandes de devis et tous documents s'y rapportant, dans le cadre des achats d'un montant de 1 500 euros hors taxes au plus,

- les factures dans la limite des autorisations budgétaires,
- toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution des commandes concernant son service à l'exception des certificats administratifs,
- toutes correspondances usuelles qui n'emportent pas décision, et liées à l'activité de son service,
- les actes relevant des attributions de son service, par ampliation,
- les ordres de missions à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie.

**ARTICLE 2 :**

L'arrêté n°2015/AGAJ-109 en date du 24 décembre 2015 est abrogé.

**ARTICLE 3 :**

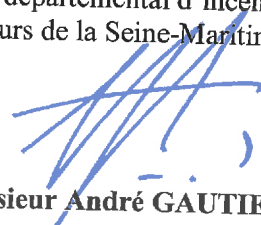
Monsieur le Directeur départemental des services d'incendie et de secours est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

**ARTICLE 4 :**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

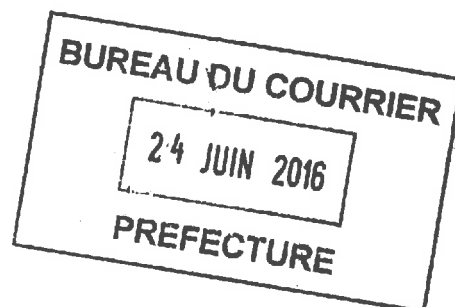
YVETOT, le **13 JUIN 2016**

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,



Monsieur André GAUTIER

Notifié le



Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :



**ARRETE N°2016/AGAJ-033**  
**portant délégation de signature à Monsieur Daniel MAROUSE**  
**chef du service Contrôle des équipements et des matériels**  
**groupement Technique et immobilier**

Le président du conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 02 avril 2015 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°2015/AGAJ-53 du 29 avril 2015 portant désignation du président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 27 février 2015 ;

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du conseil d'administration du service départemental peut donner délégation de signature,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :**

Dans le cadre des compétences du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son service, délégation de signature est conférée à Monsieur Daniel MAROUSE, chef du service Contrôle des équipements et des matériels, à l'effet de signer au nom du président du conseil d'administration :

- les bons et lettres de commande d'un montant de 1 500 euros hors taxes au plus et ce dans la limite des autorisations budgétaires,
- les demandes de devis et tous documents s'y rapportant, dans le cadre des achats d'un montant de 1 500 euros hors taxes au plus,
- les factures dans la limite des autorisations budgétaires,

- toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution des commandes concernant son service à l'exception des certificats administratifs,
- toutes correspondances usuelles qui n'emportent pas décision, et liées à l'activité de son service,
- les actes relevant des attributions de son service, par ampliation,
- les ordres de missions à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie.

## **ARTICLE 2 :**

Monsieur le Directeur départemental des services d'incendie et de secours est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

## **ARTICLE 3 :**

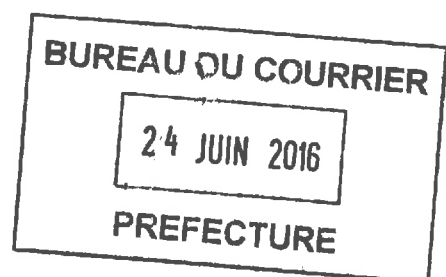
Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

YVETOT, le **13 JUIN 2016**

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

**Monsieur André GAUTIER**

Notifié le



Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :



**ARRETE N°2016/AGAJ-034**  
**portant délégation de signature au Capitaine Christophe MARGRIT**  
**chef du service Équipements, approvisionnement et logistique**  
**groupement Technique et immobilier**

—  
Le président du conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 02 avril 2015 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au conseil d'administration du service départementale d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°2015/AGAJ-53 du 29 avril 2015 portant désignation du président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 27 février 2015 ;

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du conseil d'administration du service départemental peut donner délégation de signature,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :**

Dans le cadre des compétences du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son service, délégation de signature est conférée à Monsieur Christophe MARGRIT, capitaine de sapeurs-pompiers professionnels, chef du service Équipements, approvisionnement et logistique, à l'effet de signer au nom du président du conseil d'administration :

- les bons et lettres de commande d'un montant de 1 500 euros hors taxes au plus et ce dans la limite des autorisations budgétaires,
- les demandes de devis et tous documents s'y rapportant, dans le cadre des achats d'un montant de 1 500 euros hors taxes au plus,
- les factures dans la limite des autorisations budgétaires,

- toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution des commandes concernant son service à l'exception des certificats administratifs,
- toutes correspondances usuelles qui n'emportent pas décision, et liées à l'activité de son service,
- les actes relevant des attributions de son service, par ampliation,
- les ordres de missions à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie.

## **ARTICLE 2 :**

Monsieur le Directeur départemental des services d'incendie et de secours est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

## **ARTICLE 3 :**

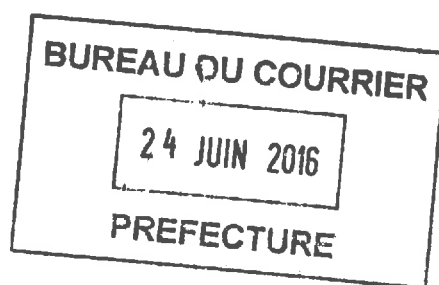
Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

YVETOT, le **13 JUIN 2016**

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

**Monsieur André GAUTIER**

Notifié le



Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :





**ARRETE N°2016/AGAJ-035**  
**portant délégation de signature à Madame Réjane PASQUIER**  
**chef du service Gestion administrative et budgétaire**  
**groupement Technique et immobilier**

Le président du conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 02 avril 2015 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au conseil d'administration du service départementale d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°2015/AGAJ-53 du 29 avril 2015 portant désignation du président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 27 février 2015 ;

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du conseil d'administration du service départemental peut donner délégation de signature,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :**

Dans le cadre des compétences du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son service, délégation de signature est conférée à Madame Réjane PASQUIER, chef du service Gestion administrative et budgétaire, à l'effet de signer au nom du président du conseil d'administration :

- les bons et lettres de commande d'un montant de 1 500 euros hors taxes au plus et ce dans la limite des autorisations budgétaires,
- les demandes de devis et tous documents s'y rapportant, dans le cadre des achats d'un montant de 1 500 euros hors taxes au plus,
- les factures dans la limite des autorisations budgétaires,



- toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution des commandes concernant son service à l'exception des certificats administratifs,
- toutes correspondances usuelles qui n'emportent pas décision, et liées à l'activité de son service,
- les actes relevant des attributions de son service, par ampliation,
- les ordres de missions à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie.

**ARTICLE 2 :**

Monsieur le Directeur départemental des services d'incendie et de secours est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

**ARTICLE 3 :**

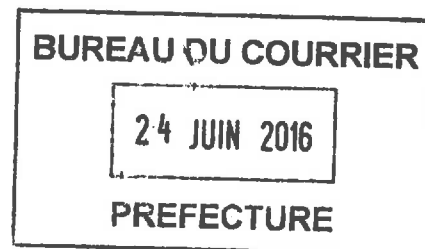
Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

YVETOT, le **13 JUIN 2016**

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

**Monsieur André GAUTIER**

Notifié le



Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :



**ARRETE N°2016/AGAJ-036**  
**portant délégation de signature à Monsieur Pascal CORDIER**  
**chef du service Maintenance et travaux internes**  
**groupement Technique et immobilier**

---

Le président du conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 02 avril 2015 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au conseil d'administration du service départementale d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°2015/AGAJ-53 du 29 avril 2015 portant désignation du président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 27 février 2015 ;

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du conseil d'administration du service départemental peut donner délégation de signature,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :**

Dans le cadre des compétences du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son service, délégation de signature est conférée à Monsieur Pascal CORDIER, chef du service Maintenance et travaux internes, à l'effet de signer au nom du président du conseil d'administration :

- les bons et lettres de commande d'un montant de 1 500 euros hors taxes au plus et ce dans la limite des autorisations budgétaires,
- les demandes de devis et tous documents s'y rapportant, dans le cadre des achats d'un montant de 1 500 euros hors taxes au plus,
- les factures dans la limite des autorisations budgétaires,

- toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution des commandes concernant son service à l'exception des certificats administratifs,
- toutes correspondances usuelles qui n'emportent pas décision, et liées à l'activité de son service,
- les actes relevant des attributions de son service, par ampliation,
- les ordres de missions à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie.

## **ARTICLE 2 :**

Monsieur le Directeur départemental des services d'incendie et de secours est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

## **ARTICLE 3 :**

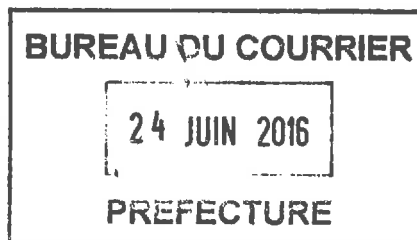
Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

YVETOT, le **13 JUIN 2016**

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

**Monsieur André GAUTIER**

Notifié le



Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :

**ARRETE N°2016/AGAJ-037**  
**portant délégation de signature à Monsieur Julien RENAULT**  
**chef du service Matériels roulants**  
**groupement Technique et immobilier**

---

Le président du conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 02 avril 2015 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au conseil d'administration du service départementale d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°2015/AGAJ-53 du 29 avril 2015 portant désignation du président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 27 février 2015 ;

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du conseil d'administration du service départemental peut donner délégation de signature,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :**

Dans le cadre des compétences du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son service, délégation de signature est conférée à Monsieur Julien RENAULT, chef du service Matériels roulants, à l'effet de signer au nom du président du conseil d'administration :

- les bons et lettres de commande d'un montant de 1 500 euros hors taxes au plus et ce dans la limite des autorisations budgétaires,
- les demandes de devis et tous documents s'y rapportant, dans le cadre des achats d'un montant de 1 500 euros hors taxes au plus,
- les factures dans la limite des autorisations budgétaires,

- toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution des commandes concernant son service à l'exception des certificats administratifs,
- toutes correspondances usuelles qui n'emportent pas décision, et liées à l'activité de son service,
- les actes relevant des attributions de son service, par ampliation,
- les ordres de missions à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie.

## **ARTICLE 2 :**

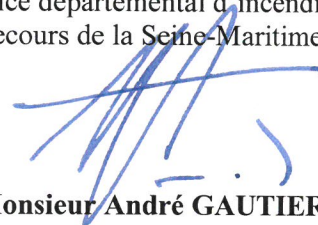
Monsieur le Directeur départemental des services d'incendie et de secours est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

## **ARTICLE 3 :**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

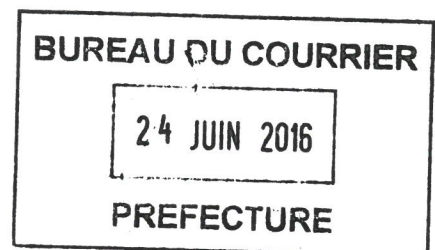
YVETOT, le **13 JUIN 2016**

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,



**Monsieur André GAUTIER**

Notifié le



Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :





**ARRETE N°2016/AGAJ-038**  
**portant délégation de signature à Monsieur Pierre LE CARRERES,**  
**chef d'atelier du parc matériels roulants du groupement territorial Ouest**

---  
Le président du conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 02 avril 2015 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°2015/AGAJ-53 du 29 avril 2015 portant désignation du président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 27 février 2015 ;

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du conseil d'administration du service départemental peut donner délégation de signature,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :**

Dans le cadre des compétences du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant de l'exécution du marché d'entretien et de réparation des véhicules du parc du groupement territorial Ouest, délégation de signature est conférée à Monsieur Pierre LE CARRERES, chef d'atelier au groupement territorial Ouest, à l'effet de signer au nom du président du conseil d'administration :

- les bons et lettres de commande d'un montant de 1 000 euros hors taxes au plus et ce dans la limite des autorisations budgétaires,

- les demandes de devis et tous documents s'y rapportant, dans le cadre des achats d'un montant de 1 000 euros hors taxes au plus,
- les factures dans la limite des autorisations budgétaires,
- toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution des commandes concernant le marché d'entretien et de réparation des véhicules du parc du groupement territorial Ouest, à l'exception des certificats administratifs.

#### ARTICLE 2 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pierre LE CARRERES, chef d'atelier au groupement territorial Ouest, la délégation qui lui est conférée à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté, est exercée, aux mêmes conditions, par Monsieur Jacques MENARD, mécanicien au groupement territorial Ouest.

#### ARTICLE 3 :

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

#### ARTICLE 4 :

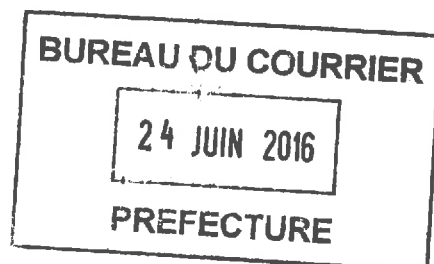
Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

YVETOT, le **13 JUIN 2016**

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

**Monsieur André GAUTIER**

Notifié le



Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :





**ARRETE N°2016/AGAJ-039**  
**portant délégation de signature à Monsieur Thierry GOSSELIN,**  
**gestionnaire du parc du groupement territorial Est**

Le président du conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 02 avril 2015 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au conseil d'administration du service départementale d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°2015/AGAJ-53 du 29 avril 2015 portant désignation du président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 27 février 2015 ;

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du conseil d'administration du service départemental peut donner délégation de signature,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :**

Dans le cadre des compétences du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant de l'exécution du marché d'entretien et de réparation des véhicules du parc du groupement territorial Est, délégation de signature est conférée à Monsieur Thierry GOSSELIN, lieutenant de sapeurs-pompiers professionnels, gestionnaire du parc de matériels roulants du groupement territorial Est, à l'effet de signer au nom du président du conseil d'administration :

- les bons et lettres de commande d'un montant de 1 000 euros hors taxes au plus et ce dans la limite des autorisations budgétaires,

- les demandes de devis et tous documents s'y rapportant, dans le cadre des achats d'un montant de 1 000 euros hors taxes au plus,
- les factures dans la limite des autorisations budgétaires,
- toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution des commandes concernant le marché d'entretien et de réparation des véhicules du parc du groupement territorial Est, à l'exception des certificats administratifs.

## **ARTICLE 2 :**

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thierry GOSSELIN, lieutenant de sapeurs-pompiers professionnels, gestionnaire du parc de matériels roulants du groupement territorial Est, la délégation qui lui est conférée à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté, est exercée, aux mêmes conditions, par Monsieur François SCHERZER, capitaine de sapeurs-pompiers professionnels, chef du service Technique et immobilier du groupement territorial Est.

## **ARTICLE 3 :**

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

## **ARTICLE 4 :**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

YVETOT, le **13 JUIN 2016**

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

**Monsieur André GAUTIER**

Notifié le

**BUREAU DU COURRIER**

**24 JUIN 2016**

**PREFECTURE**

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :



**ARRETE N°2016/AGAJ-041**  
**portant délégation de signature au Lieutenant-Colonel Nicolas BLEYON,**  
**chef du groupement Technique et immobilier**

---

Le président du conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 02 avril 2015 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au conseil d'administration du service départementale d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°2015/AGAJ-53 du 29 avril 2015 portant désignation du président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 27 février 2015 ;
- l'arrêté du président du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime n°2015/AGAJ-77 en date du 04 mai 2015 portant délégation de signature ;

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du conseil d'administration du service départemental peut donner délégation de signature,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :**

Dans le cadre des compétences du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son groupement, délégation de signature est conférée à Monsieur Nicolas BLEYON, lieutenant-colonel de sapeurs-pompiers professionnels, chef du groupement technique et immobilier, à l'effet de signer au nom du président du conseil d'administration :

- les bons et lettres de commande d'un montant de 3 000 euros hors taxes au plus et ce dans la limite des autorisations budgétaires,
- les demandes de devis et tous documents s'y rapportant, dans le cadre des achats d'un montant de 3 000 euros hors taxes au plus,
- les factures dans la limite des autorisations budgétaires,

- toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution des commandes concernant le groupement technique et immobilier, à l'exception des certificats administratifs,
- toutes correspondances usuelles qui n'emportent pas décision, et liées à l'activité du groupement technique et immobilier,
- les actes liés à l'activité du groupement technique et immobilier par ampliation,
- les ordres de missions à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie,
- les demandes d'immatriculation ainsi que tout document ou courrier afférent,
- tous documents, courriers ou pièces concernant les ordres de mouvements de véhicules et de matériels,
- les correspondances liées au contrôle technique des véhicules,
- les demandes de fourniture de cartes carburant, autoroutes.

## **ARTICLE 2 :**

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas BLEYON, lieutenant-colonel de sapeurs-pompiers professionnels, chef du groupement technique et immobilier, la délégation qui lui est conférée à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté, est exercée par :

- Madame Odile VOILET, adjoint au chef du groupement chargée des bâtiments et des infrastructures,
- Monsieur Eddy KOPYLA, capitaine de sapeurs-pompiers professionnels, adjoint au chef du groupement chargé des matériels, des équipements, des approvisionnements et des contrôles.

## **ARTICLE 3 :**

L'arrêté n°2015/AGAJ-77 en date du 04 mai 2015 est abrogé.

## **ARTICLE 4 :**

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

## **ARTICLE 5 :**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

YVETOT, le **13 JUIN 2016**

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

**BUREAU DU COURRIER**

**24 JUIN 2016**

**PREFECTURE**

Monsieur André GAUTIER

Notifié le

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime

Page n°2

**ARRETE N°2016/AGAJ-042**  
**portant délégation de signature au Commandant Dominique BRISOT**  
**chef du service Prévision et planification**  
**groupement Opérations-prévision**

Le président du conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 02 avril 2015 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au conseil d'administration du service départementale d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°2015/AGAJ-53 du 29 avril 2015 portant désignation du président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 27 février 2015 ;

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du conseil d'administration du service départemental peut donner délégation de signature,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :**

Dans le cadre des compétences du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son service, délégation de signature est conférée à Monsieur Dominique BRISOT, commandant de sapeurs-pompiers professionnels, chef du service Prévision et planification, à l'effet de signer au nom du président du conseil d'administration :

- les bons et lettres de commande d'un montant de 1 500 euros hors taxes au plus et ce dans la limite des autorisations budgétaires,
- les demandes de devis et tous documents s'y rapportant, dans le cadre des achats d'un montant de 1 500 euros hors taxes au plus,
- les factures dans la limite des autorisations budgétaires,

- toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution des commandes concernant son service à l'exception des certificats administratifs,
- toutes correspondances usuelles qui n'emportent pas décision, et liées à l'activité de son service,
- les actes relevant des attributions de son service, par ampliation,
- les ordres de missions à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie.

## **ARTICLE 2 :**

Monsieur le Directeur départemental des services d'incendie et de secours est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

## **ARTICLE 3 :**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

YVETOT, le **13 JUIN 2016**

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

**Monsieur André GAUTIER**

Notifié le

**BUREAU DU COURRIER**

**24 JUIN 2016**

**PREFECTURE**

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :





**ARRETE N°2016/AGAJ-043**  
**portant délégation de signature au Commandant Eric DIDOT**  
**chef du service Doctrine opérationnelle et prospective**  
**groupement Opérations-prévision**

---

Le président du conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 02 avril 2015 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°2015/AGAJ-53 du 29 avril 2015 portant désignation du président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 27 février 2015 ;

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du conseil d'administration du service départemental peut donner délégation de signature,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :**

Dans le cadre des compétences du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son service, délégation de signature est conférée à Monsieur Eric DIDOT, commandant de sapeurs-pompiers professionnels, chef du service Doctrine opérationnelle et prospective, à l'effet de signer au nom du président du conseil d'administration :

- les bons et lettres de commande d'un montant de 1 500 euros hors taxes au plus et ce dans la limite des autorisations budgétaires,
- les demandes de devis et tous documents s'y rapportant, dans le cadre des achats d'un montant de 1 500 euros hors taxes au plus,
- les factures dans la limite des autorisations budgétaires,



- toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution des commandes concernant son service à l'exception des certificats administratifs,
- toutes correspondances usuelles qui n'emportent pas décision, et liées à l'activité de son service,
- les actes relevant des attributions de son service, par ampliation,
- les ordres de missions à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie.

## **ARTICLE 2 :**

Monsieur le Directeur départemental des services d'incendie et de secours est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

## **ARTICLE 3 :**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

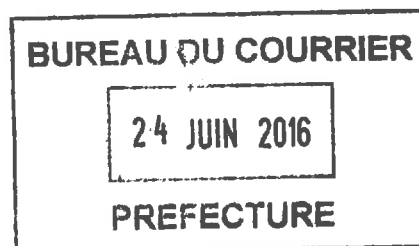
YVETOT, le **13 JUIN 2016**

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,



**Monsieur André GAUTIER**

Notifié le



Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :

**ARRETE N°2016/AGAJ-044**  
**portant délégation de signature au Commandant Philippe RENAULT**  
**chef du service Mise en œuvre opérationnelle**  
**groupement Opérations-prévision**

Le président du conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 02 avril 2015 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au conseil d'administration du service départementale d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°2015/AGAJ-53 du 29 avril 2015 portant désignation du président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 27 février 2015 ;

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du conseil d'administration du service départemental peut donner délégation de signature,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :**

Dans le cadre des compétences du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son service, délégation de signature est conférée à Monsieur Philippe RENAULT, commandant de sapeurs-pompiers professionnels, chef du service Mise en œuvre opérationnelle, à l'effet de signer au nom du président du conseil d'administration :

- les bons et lettres de commande d'un montant de 1 500 euros hors taxes au plus et ce dans la limite des autorisations budgétaires,
- les demandes de devis et tous documents s'y rapportant, dans le cadre des achats d'un montant de 1 500 euros hors taxes au plus,
- les factures dans la limite des autorisations budgétaires,

- toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution des commandes concernant son service à l'exception des certificats administratifs,
- toutes correspondances usuelles qui n'emportent pas décision, et liées à l'activité de son service,
- les actes relevant des attributions de son service, par ampliation,
- les ordres de missions à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie.

## **ARTICLE 2 :**

Monsieur le Directeur départemental des services d'incendie et de secours est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

## **ARTICLE 3 :**

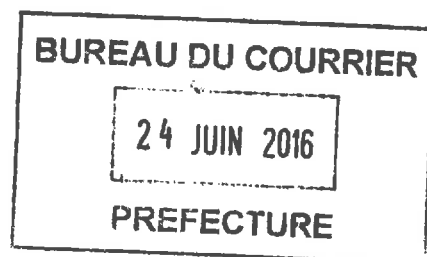
Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

YVETOT, le **13 JUIN 2016**

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

**Monsieur André GAUTIER**

Notifié le



Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :



**ARRETE N°2016/AGAJ-045**  
**portant délégation de signature au Commandant Thomy CHAUVEL**  
**chef du service Évaluation de la performance opérationnelle**  
**groupement Opérations-prévision**

---

Le président du conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 02 avril 2015 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au conseil d'administration du service départementale d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°2015/AGAJ-53 du 29 avril 2015 portant désignation du président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 27 février 2015 ;

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du conseil d'administration du service départemental peut donner délégation de signature,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :**

Dans le cadre des compétences du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son service, délégation de signature est conférée à Monsieur Thomy CHAUVEL, commandant de sapeurs-pompiers professionnels, chef du service Évaluation de la performance opérationnelle, à l'effet de signer au nom du président du conseil d'administration :

- les bons et lettres de commande d'un montant de 1 500 euros hors taxes au plus et ce dans la limite des autorisations budgétaires,
- les demandes de devis et tous documents s'y rapportant, dans le cadre des achats d'un montant de 1 500 euros hors taxes au plus,
- les factures dans la limite des autorisations budgétaires,

- toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution des commandes concernant son service à l'exception des certificats administratifs,
- toutes correspondances usuelles qui n'emportent pas décision, et liées à l'activité de son service,
- les actes relevant des attributions de son service, par ampliation,
- les ordres de missions à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie.

## **ARTICLE 2 :**

Monsieur le Directeur départemental des services d'incendie et de secours est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

## **ARTICLE 3 :**

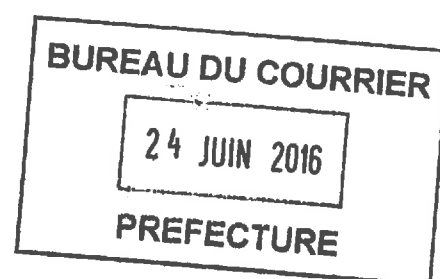
Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

YVETOT, le **13 JUIN 2016**

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

**Monsieur André GAUTIER**

Notifié le



Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :



**ARRETE N°2016/AGAJ-046**  
**portant délégation de signature au Capitaine Blandine LEFORT**  
**chef du service Emplois, activités et compétences**  
**groupement territorial Est**

Le président du conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 02 avril 2015 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au conseil d'administration du service départementale d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°2015/AGAJ-53 du 29 avril 2015 portant désignation du président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 27 février 2015 ;

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du conseil d'administration du service départemental peut donner délégation de signature,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :**

Dans le cadre des compétences du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son service, délégation de signature est conférée à Madame Blandine LEFORT, capitaine de sapeurs-pompiers professionnels, chef du service Emplois, activités et compétences, à l'effet de signer au nom du président du conseil d'administration :

- les bons et lettres de commande d'un montant de 1 500 euros hors taxes au plus et ce dans la limite des autorisations budgétaires,
- les demandes de devis et tous documents s'y rapportant, dans le cadre des achats d'un montant de 1 500 euros hors taxes au plus,
- les factures dans la limite des autorisations budgétaires,

- toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution des commandes concernant son service à l'exception des certificats administratifs,
- toutes correspondances usuelles qui n'emportent pas décision, et liées à l'activité de son service,
- les actes relevant des attributions de son service, par ampliation,
- les ordres de missions à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie.

## **ARTICLE 2 :**

Monsieur le Directeur départemental des services d'incendie et de secours est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

## **ARTICLE 3 :**

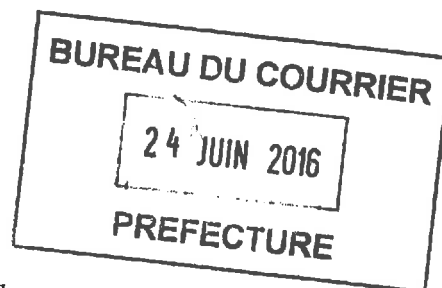
Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

YVETOT, le **13 JUIN 2016**

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

**Monsieur André GAUTIER**

Notifié le



Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :





**ARRETE N°2016/AGAJ-047**  
**portant délégation de signature à Monsieur Olivier BERNARD**  
**chef du service Administration générale et finances**  
**groupement territorial Est**

Le président du conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 02 avril 2015 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°2015/AGAJ-53 du 29 avril 2015 portant désignation du président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 27 février 2015 ;

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du conseil d'administration du service départemental peut donner délégation de signature,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :**

Dans le cadre des compétences du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son service, délégation de signature est conférée à Monsieur Olivier BERNARD, chef du service Administration générale et finances, à l'effet de signer au nom du président du conseil d'administration :

- les bons et lettres de commande d'un montant de 1 500 euros hors taxes au plus et ce dans la limite des autorisations budgétaires,
- les demandes de devis et tous documents s'y rapportant, dans le cadre des achats d'un montant de 1 500 euros hors taxes au plus,
- les factures dans la limite des autorisations budgétaires,

- toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution des commandes concernant son service à l'exception des certificats administratifs,
- toutes correspondances usuelles qui n'emportent pas décision, et liées à l'activité de son service,
- les actes relevant des attributions de son service, par ampliation,
- les ordres de missions à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie.

## **ARTICLE 2 :**

Monsieur le Directeur départemental des services d'incendie et de secours est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

## **ARTICLE 3 :**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

YVETOT, le **13 JUIN 2016**

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

**Monsieur André GAUTIER**

Notifié le



Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :



**ARRETE N°2016/AGAJ-048**  
**portant délégation de signature au Capitaine François SCHERZER**  
**chef du service Technique et immobilier**  
**groupement territorial Est**

Le président du conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 02 avril 2015 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au conseil d'administration du service départementale d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°2015/AGAJ-53 du 29 avril 2015 portant désignation du président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 27 février 2015 ;

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du conseil d'administration du service départemental peut donner délégation de signature,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :**

Dans le cadre des compétences du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son service, délégation de signature est conférée à Monsieur François SCHERZER, capitaine de sapeurs-pompiers professionnels, chef du service Technique et immobilier, à l'effet de signer au nom du président du conseil d'administration :

- les bons et lettres de commande d'un montant de 1 500 euros hors taxes au plus et ce dans la limite des autorisations budgétaires,
- les demandes de devis et tous documents s'y rapportant, dans le cadre des achats d'un montant de 1 500 euros hors taxes au plus,
- les factures dans la limite des autorisations budgétaires,

- toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution des commandes concernant son service à l'exception des certificats administratifs,
- toutes correspondances usuelles qui n'emportent pas décision, et liées à l'activité de son service,
- les actes relevant des attributions de son service, par ampliation,
- les ordres de missions à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie.

## **ARTICLE 2 :**

Monsieur le Directeur départemental des services d'incendie et de secours est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

## **ARTICLE 3 :**

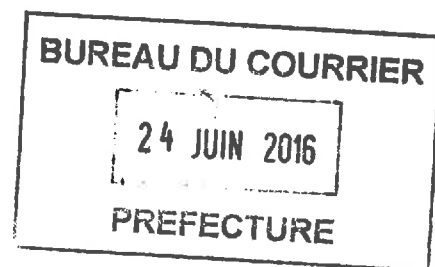
Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

YVETOT, le **13 JUIN 2016**

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

**Monsieur André GAUTIER**

Notifié le



Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :



**ARRETE N°2016/AGAJ-049**  
**portant délégation de signature au Capitaine Jean-Noël PASSANI**  
**chef du service Opérations-prévision**  
**groupement territorial Est**

Le président du conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 02 avril 2015 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au conseil d'administration du service départementale d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°2015/AGAJ-53 du 29 avril 2015 portant désignation du président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 27 février 2015 ;

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du conseil d'administration du service départemental peut donner délégation de signature,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :**

Dans le cadre des compétences du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son service, délégation de signature est conférée à Monsieur Jean-Noël PASSANI, capitaine de sapeurs-pompiers professionnels, chef du service Opérations-prévision, à l'effet de signer au nom du président du conseil d'administration :

- les bons et lettres de commande d'un montant de 1 500 euros hors taxes au plus et ce dans la limite des autorisations budgétaires,
- les demandes de devis et tous documents s'y rapportant, dans le cadre des achats d'un montant de 1 500 euros hors taxes au plus,
- les factures dans la limite des autorisations budgétaires,

- toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution des commandes concernant son service à l'exception des certificats administratifs,
- toutes correspondances usuelles qui n'emportent pas décision, et liées à l'activité de son service,
- les actes relevant des attributions de son service, par ampliation,
- les ordres de missions à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie.

## **ARTICLE 2 :**

Monsieur le Directeur départemental des services d'incendie et de secours est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

## **ARTICLE 3 :**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

YVETOT, le **13 JUIN 2016**

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

**Monsieur André GAUTIER**

Notifié le



Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :





**ARRETE N°2016/AGAJ-050**  
**portant délégation de signature à Madame Laure COUSTHAM**  
**chef du service Administration générale et finances**  
**groupement territorial Ouest**

---  
Le président du conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 02 avril 2015 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au conseil d'administration du service départementale d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°2015/AGAJ-53 du 29 avril 2015 portant désignation du président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 27 février 2015 ;

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du conseil d'administration du service départemental peut donner délégation de signature,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :**

Dans le cadre des compétences du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son service, délégation de signature est conférée à Madame Laure COUSTHAM, chef du service Administration générale et finances, à l'effet de signer au nom du président du conseil d'administration :

- les bons et lettres de commande d'un montant de 1 500 euros hors taxes au plus et ce dans la limite des autorisations budgétaires,
- les demandes de devis et tous documents s'y rapportant, dans le cadre des achats d'un montant de 1 500 euros hors taxes au plus,
- les factures dans la limite des autorisations budgétaires,



- toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution des commandes concernant son service à l'exception des certificats administratifs,
- toutes correspondances usuelles qui n'emportent pas décision, et liées à l'activité de son service,
- les actes relevant des attributions de son service, par ampliation,
- les ordres de missions à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie.

## **ARTICLE 2 :**

Monsieur le Directeur départemental des services d'incendie et de secours est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

## **ARTICLE 3 :**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

YVETOT, le **13 JUIN 2016**

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

**Monsieur André GAUTIER**

Notifié le

**BUREAU DU COURRIER**

**24 JUIN 2016**

**PREFECTURE**

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :



**ARRETE N°2016/AGAJ-051**  
**portant délégation de signature au Capitaine Damien ERICHER**  
**chef du service Technique et immobilier**  
**groupement territorial Ouest**

Le président du conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 02 avril 2015 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au conseil d'administration du service départementale d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°2015/AGAJ-53 du 29 avril 2015 portant désignation du président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 27 février 2015 ;

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du conseil d'administration du service départemental peut donner délégation de signature,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :**

Dans le cadre des compétences du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son service, délégation de signature est conférée à Monsieur Damien ERICHER, capitaine de sapeurs-pompiers professionnels, chef du service Technique et immobilier, à l'effet de signer au nom du président du conseil d'administration :

- les bons et lettres de commande d'un montant de 1 500 euros hors taxes au plus et ce dans la limite des autorisations budgétaires,
- les demandes de devis et tous documents s'y rapportant, dans le cadre des achats d'un montant de 1 500 euros hors taxes au plus,
- les factures dans la limite des autorisations budgétaires,

- toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution des commandes concernant son service à l'exception des certificats administratifs,
- toutes correspondances usuelles qui n'emportent pas décision, et liées à l'activité de son service,
- les actes relevant des attributions de son service, par ampliation,
- les ordres de missions à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie.

## **ARTICLE 2 :**

Monsieur le Directeur départemental des services d'incendie et de secours est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

## **ARTICLE 3 :**

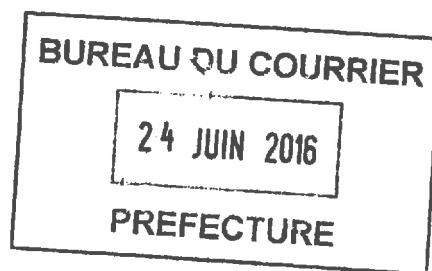
Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

YVETOT, le **13 JUIN 2016**

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

**Monsieur André GAUTIER**

Notifié le



Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :



**ARRETE N°2016/AGAJ-052**  
**portant délégation de signature à Capitaine Patrick MARCHAL,**  
**chef du service Opérations-prévision**  
**groupement territorial Ouest**

---  
Le président du conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 02 avril 2015 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°2015/AGAJ-53 du 29 avril 2015 portant désignation du président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 27 février 2015 ;

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du conseil d'administration du service départemental peut donner délégation de signature,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :**

Dans le cadre des compétences du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son service, délégation de signature est conférée à Monsieur Patrick MARCHAL, capitaine de sapeurs-pompiers professionnels, chef du service Opérations-prévision, à l'effet de signer au nom du président du conseil d'administration :

- les bons et lettres de commande d'un montant de 1 500 euros hors taxes au plus et ce dans la limite des autorisations budgétaires,
- les demandes de devis et tous documents s'y rapportant, dans le cadre des achats d'un montant de 1 500 euros hors taxes au plus,
- les factures dans la limite des autorisations budgétaires,

- toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution des commandes concernant son service à l'exception des certificats administratifs,
- toutes correspondances usuelles qui n'emportent pas décision, et liées à l'activité de son service,
- les actes relevant des attributions de son service, par ampliation,
- les ordres de missions à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie.

## **ARTICLE 2 :**

Monsieur le Directeur départemental des services d'incendie et de secours est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

## **ARTICLE 3 :**

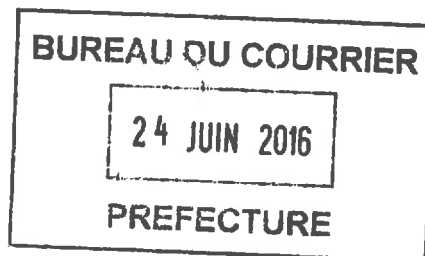
Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

YVETOT, le **13 JUIN 2016**

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

**Monsieur André GAUTIER**

Notifié le



Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :



---

Le président du conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 02 avril 2015 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au conseil d'administration du service départementale d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°2015/AGAJ-53 du 29 avril 2015 portant désignation du président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 27 février 2015 ;
- l'arrêté du président du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime n°2015/AGAJ-57 en date du 04 mai 2015 portant délégation de signature ;

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du conseil d'administration du service départemental peut donner délégation de signature,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :**

Dans le cadre des compétences du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son service, délégation de signature est conférée à Monsieur Yannick LEMOIGNE, chef du service Communication et développement du volontariat, à l'effet de signer au nom du président du conseil d'administration :

- les bons et lettres de commande d'un montant de 3 000 euros hors taxes au plus et ce dans la limite des autorisations budgétaires,
- les demandes de devis et tous documents s'y rapportant, dans le cadre des achats d'un montant de 3 000 euros hors taxes au plus,
- les factures dans la limite des autorisations budgétaires,

- toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution des commandes concernant le service Communication et développement du volontariat à l'exception des certificats administratifs,
- toutes correspondances usuelles qui n'emportent pas décision, et liées à l'activité du service Communication et développement du volontariat,
- les ordres de mission à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie.

## **ARTICLE 2 :**

L'arrêté n°2015/AGAJ-57 en date du 04 mai 2015 est abrogé.

## **ARTICLE 3 :**

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

## **ARTICLE 4 :**

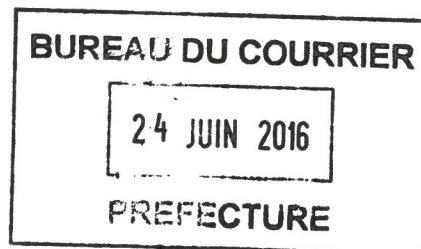
Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

YVETOT, le **22 JUIN 2016**

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

**Monsieur André GAUTIER**

Notifié le



Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :





**ARRETE N°2016/AGAJ-054**  
**portant délégation de signature au Capitaine Anthony LEROUX**  
**chef du service Emplois, activités et compétences**  
**groupement territorial Sud**

---  
Le président du conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 02 avril 2015 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°2015/AGAJ-53 du 29 avril 2015 portant désignation du président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 27 février 2015 ;

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du conseil d'administration du service départemental peut donner délégation de signature,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :**

Dans le cadre des compétences du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son service, délégation de signature est conférée à Monsieur Anthony LEROUX, capitaine de sapeurs-pompiers professionnels, chef du service Emplois, activités et compétences, à l'effet de signer au nom du président du conseil d'administration :

- les bons et lettres de commande d'un montant de 1 500 euros hors taxes au plus et ce dans la limite des autorisations budgétaires,
- les demandes de devis et tous documents s'y rapportant, dans le cadre des achats d'un montant de 1 500 euros hors taxes au plus,
- les factures dans la limite des autorisations budgétaires,

- toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution des commandes concernant son service à l'exception des certificats administratifs,
- toutes correspondances usuelles qui n'emportent pas décision, et liées à l'activité de son service,
- les actes relevant des attributions de son service, par ampliation,
- les ordres de missions à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie.

## **ARTICLE 2 :**

Monsieur le Directeur départemental des services d'incendie et de secours est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

## **ARTICLE 3 :**

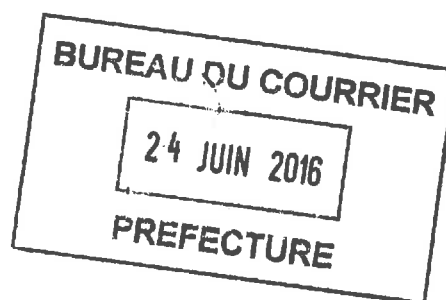
Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

YVETOT, le **13 JUIN 2016**

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

**Monsieur André GAUTIER**

Notifié le



Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :



**ARRETE N°2016/AGAJ-055**  
**portant délégation de signature à Madame Annick NONCLERCQ**  
**chef du service Administration générale et finances**  
**groupement territorial Sud**

---  
Le président du conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 02 avril 2015 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au conseil d'administration du service départementale d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°2015/AGAJ-53 du 29 avril 2015 portant désignation du président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 27 février 2015 ;

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du conseil d'administration du service départemental peut donner délégation de signature,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :**

Dans le cadre des compétences du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son service, délégation de signature est conférée à Madame Annick NONCLERCQ, chef du service Administration générale et finances, à l'effet de signer au nom du président du conseil d'administration :

- les bons et lettres de commande d'un montant de 1 500 euros hors taxes au plus et ce dans la limite des autorisations budgétaires,
- les demandes de devis et tous documents s'y rapportant, dans le cadre des achats d'un montant de 1 500 euros hors taxes au plus,
- les factures dans la limite des autorisations budgétaires,

- toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution des commandes concernant son service à l'exception des certificats administratifs,
- toutes correspondances usuelles qui n'emportent pas décision, et liées à l'activité de son service,
- les actes relevant des attributions de son service, par ampliation,
- les ordres de missions à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie.

## **ARTICLE 2 :**

Monsieur le Directeur départemental des services d'incendie et de secours est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

## **ARTICLE 3 :**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

YVETOT, le **13 JUIN 2016**

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

**Monsieur André GAUTIER**

Notifié le



Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :



**ARRETE N°2016/AGAJ-056**  
**portant délégation de signature au Capitaine Reynald JAZE**  
**chef du service Technique et immobilier**  
**groupement territorial Sud**

---

Le président du conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 02 avril 2015 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°2015/AGAJ-53 du 29 avril 2015 portant désignation du président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 27 février 2015 ;

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du conseil d'administration du service départemental peut donner délégation de signature,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :**

Dans le cadre des compétences du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son service, délégation de signature est conférée à Monsieur Reynald JAZE, capitaine de sapeurs-pompiers professionnels, chef du service Technique et immobilier, à l'effet de signer au nom du président du conseil d'administration :

- les bons et lettres de commande d'un montant de 1 500 euros hors taxes au plus et ce dans la limite des autorisations budgétaires,
- les demandes de devis et tous documents s'y rapportant, dans le cadre des achats d'un montant de 1 500 euros hors taxes au plus,
- les factures dans la limite des autorisations budgétaires,



- toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution des commandes concernant son service à l'exception des certificats administratifs,
- toutes correspondances usuelles qui n'emportent pas décision, et liées à l'activité de son service,
- les actes relevant des attributions de son service, par ampliation,
- les ordres de missions à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie.

## **ARTICLE 2 :**

Monsieur le Directeur départemental des services d'incendie et de secours est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

## **ARTICLE 3 :**

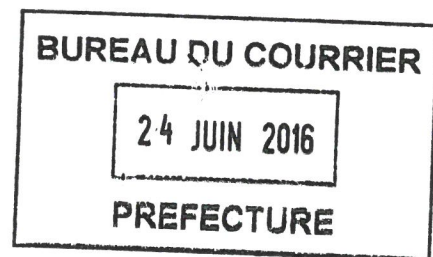
Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

YVETOT, le 13 JUIN 2016

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

**Monsieur André GAUTIER**

Notifié le



Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :



**Sapeurs-Pompiers  
de Seine-Maritime**

**ARRETE N°2016/AGAJ-058**  
**portant délégation de signature au Lieutenant Paul TROCHU**  
**chef du service Prévention**  
**groupement territorial Sud**

Le président du conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 02 avril 2015 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au conseil d'administration du service départementale d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°2015/AGAJ-53 du 29 avril 2015 portant désignation du président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 27 février 2015 ;

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du conseil d'administration du service départemental peut donner délégation de signature,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :**

Dans le cadre des compétences du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son service, délégation de signature est conférée à Monsieur Paul TROCHU, lieutenant de sapeurs-pompiers professionnels, chef du service Prévention, à l'effet de signer au nom du président du conseil d'administration :

- les bons et lettres de commande d'un montant de 1 500 euros hors taxes au plus et ce dans la limite des autorisations budgétaires,
- les demandes de devis et tous documents s'y rapportant, dans le cadre des achats d'un montant de 1 500 euros hors taxes au plus,
- les factures dans la limite des autorisations budgétaires,



- toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution des commandes concernant son service à l'exception des certificats administratifs,
- toutes correspondances usuelles qui n'emportent pas décision, et liées à l'activité de son service,
- les actes relevant des attributions de son service, par ampliation,
- les ordres de missions à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie.

## **ARTICLE 2 :**

Monsieur le Directeur départemental des services d'incendie et de secours est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

## **ARTICLE 3 :**

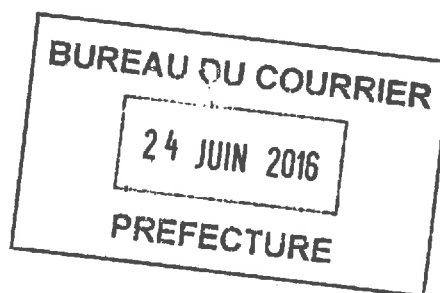
Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

YVETOT, le **13 JUIN 2016**

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

**Monsieur André GAUTIER**

Notifié le



Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :



**Sapeurs-Pompiers  
de Seine-Maritime**

**ARRETE N°2016/AGAJ-059**  
**portant délégation de signature au Commandant Luc TACONNET,**  
**chef du CTA-CODIS**

Le président du conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 02 avril 2015 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au conseil d'administration du service départementale d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°2015/AGAJ-53 du 29 avril 2015 portant désignation du président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 27 février 2015 ;
- l'arrêté du président du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime n°2015/AGAJ-76 en date du 04 mai 2015 portant délégation de signature ;

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du conseil d'administration du service départemental peut donner délégation de signature,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :**

Dans le cadre des compétences du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son service, délégation de signature est conférée à Monsieur Luc TACONNET, commandant de sapeurs-pompiers professionnels, chef du centre de traitement de l'alerte – centre opérationnel départemental d'incendie et de secours (CTA –CODIS), à l'effet de signer au nom du président du conseil d'administration :

- les bons et lettres de commande d'un montant de 1 500 euros hors taxes au plus et ce dans la limite des autorisations budgétaires,
- les demandes de devis et tous documents s'y rapportant, dans le cadre des achats d'un montant de 1 500 euros hors taxes au plus,
- les factures dans la limite des autorisations budgétaires,

- toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution des commandes concernant le CTA - CODIS à l'exception des certificats administratifs,
- toutes correspondances usuelles qui n'emportent pas décision, et liées à l'activité du CTA - CODIS,
- les ordres de mission à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie.

## **ARTICLE 2 :**

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Luc TACONNET, commandant de sapeurs-pompiers professionnels, chef du CTA – CODIS, la délégation qui lui est conférée à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté est exercée, aux mêmes conditions, par Monsieur JérémY LEROY, capitaine de sapeurs-pompiers professionnels, adjoint au chef du CTA – CODIS.

## **ARTICLE 3 :**

L'arrêté n°2015/AGAJ-76 en date du 04 mai 2015 est abrogé.

## **ARTICLE 4 :**

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

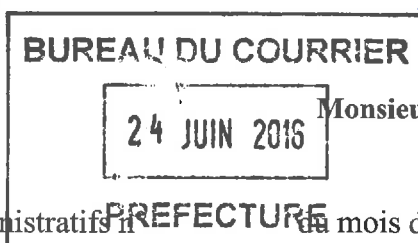
## **ARTICLE 5 :**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

YVETOT, le **22 JUIN 2016**

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

Notifié le



Monsieur André GAUTIER

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n° du mois de :



**ARRETE N°2016/AGAJ-60**  
**portant délégation de signature à Madame Ellen DEBEAURAIN**  
**Mission Grands travaux**

---

Le président du conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 02 avril 2015 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°2015/AGAJ-53 du 29 avril 2015 portant désignation du président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 27 février 2015 ;

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du conseil d'administration du service départemental peut donner délégation de signature,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :**

Dans le cadre des compétences du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son service, délégation de signature est conférée à Madame Ellen DEBEAURAIN, affectée à la mission Grands travaux, à l'effet de signer au nom du président du conseil d'administration :

- les bons et lettres de commande d'un montant de 3 000 euros hors taxes au plus et ce dans la limite des autorisations budgétaires,
- les demandes de devis et tous documents s'y rapportant, dans le cadre des achats d'un montant de 3 000 euros hors taxes au plus,
- les factures dans la limite des autorisations budgétaires,

- toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution des commandes concernant la mission Grands travaux à l'exception des certificats administratifs,
- toutes correspondances usuelles qui n'emportent pas décision, et liées à l'activité de la mission Grands travaux.

**ARTICLE 2 :**

Monsieur le Directeur départemental des services d'incendie et de secours est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

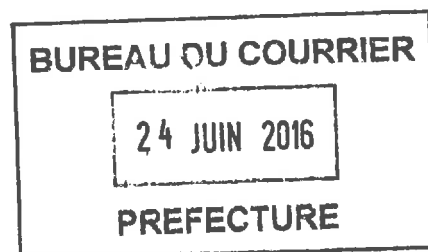
**ARTICLE 3 :**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

YVETOT, le 13 JUIN 2016

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

Monsieur André GAUTIER



Notifié le

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :

N°2016-BCA-62

- Membres théoriques : 5
- Membres en exercice : 5
- Membres présents : 3
- Votants : 3

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

---

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**RENOUVELLEMENT DU SYSTEME D'INFORMATION OPERATIONNEL DU  
SDIS DE LA SEINE-MARITIME**

Le 06 juillet 2016, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 20 juin 2016, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 3 membres présents, le bureau peut valablement délibérer.

**ETAIENT PRESENTS**

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1<sup>er</sup> Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2<sup>ème</sup> Vice-Présidente

**ÉTAIENT ABSENTS EXCUSÉS**

- Monsieur Gérard JOUAN, 3<sup>ème</sup> Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, membre

*Délibération affichée le :* 08/07/2016

*et retirée de l'affichage le :* 08/09/2016

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

Par délibération en date du 10 juillet 2015, le Conseil d'administration du Sdis 76 a adopté la création d'une autorisation de programme relative à la refonte du système de gestion opérationnelle, comprenant une partie de travaux de réaménagement des locaux du CTA-Codis et le renouvellement complet du système de gestion opérationnel actuel.

Le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime utilise depuis 1999 le système de gestion opérationnel (SGO) « START » de la société SYSTEL. Les évolutions technologiques, opérationnelles et organisationnelles ont amené le Sdis à remettre en concurrence les acteurs du marché des SGO.

Pour ce faire, une procédure de dialogue compétitif a été initiée. Cette procédure permet de mener un dialogue avec les différents acteurs présents sur le marché, en vue de déterminer les moyens techniques permettant de répondre au mieux à notre besoin. Le recours à cette procédure permet d'optimiser la commande publique dans le cadre de projet complexe.

Cette procédure se déroule en plusieurs phases :

- Une phase candidature au cours de laquelle le Sdis 76 retient un certain nombre d'entreprises pour participer au dialogue ;
- Une phase de dialogue menée sur la base d'un programme fonctionnel qui évolue au fur et à mesure de l'avancée du dialogue avec les entreprises ;
- La remise d'une offre finale par les entreprises après la clôture du dialogue.

Dans le cadre de cette consultation, l'avis d'appel public à la concurrence a été publié le 08 janvier 2016 au bulletin officiel des annonces des marchés publics.

4 candidatures ont été reçues et admises à participer à la phase de dialogue :

- SOMEI
- SYSTEL
- SIS France
- IMPI GIPSI

La phase de dialogue a donné lieu, après la remise d'une première proposition par les candidats, à deux auditions. Conformément aux dispositions du règlement de la consultation, le nombre de candidats était réduit après chaque audition.

A l'issue de la phase de dialogue, deux candidats ont été admis à la phase finale et autorisés à remettre une offre ferme et définitive. Il s'agit des sociétés SOMEI et SIS France.

Les critères de jugements des offres définis dans le cadre de cette consultation étaient les suivants :

<b>Libellé</b>	<b>Pondération</b>
Fonctionnalités	35%
Architecture	25%
Durée de mise en œuvre	20%
Prestations	10%
Prix	10%



\*  
\* \*

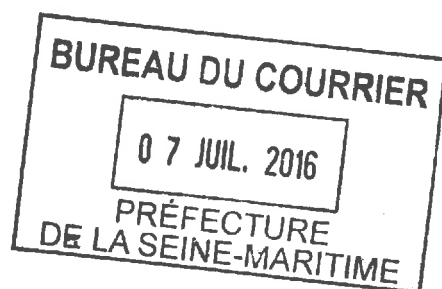
La commission d'appel d'offres, après avoir pris connaissance du rapport d'analyse des offres, s'est prononcée le 06 juillet 2016. Elle a attribué le marché au Groupement d'entreprises dont le mandataire est la société SOMEI, pour un montant global et forfaitaire de 7 594 899,47 € TTC, comprenant la solution de base et la prestation supplémentaire éventuelle n°13 relative au PC mobile de site.

\*  
\* \*

*Sur le rapport remis sur table et après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent, à l'unanimité, ce dossier et autorisent le président à signer tout avenant sans incidence financière ou en moins-value ou générant une plus-value inférieure à 5% du montant du marché initial avec la société retenue par la Commission d'appels d'offres.*

**Le président du conseil d'administration,**

  
**André GAUTIER**



- Membres théoriques : 5
- Membres en exercice : 5
- Membres présents : 3
- Votants : 3

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

---

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**MARCHE D'EXPLOITATION DES INSTALLATIONS DE GENIE CLIMATIQUE  
DES BATIMENTS DU SDIS 76 – LOT N°2 : GROUPEMENT OUEST  
AVENANT N°2**

Le 06 juillet 2016, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 20 juin 2016, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 3 membres présents, le bureau peut valablement délibérer.

**ETAIENT PRESENTS**

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1<sup>er</sup> Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2<sup>ème</sup> Vice-Présidente

**ÉTAIENT ABSENTS EXCUSÉS**

- Monsieur Gérard JOUAN, 3<sup>ème</sup> Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, membre

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

Le marché d'exploitation des installations de génie climatique des bâtiments du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) – Lot n°2 : Groupement Ouest a été passé pour la période du 15 septembre 2009 au 14 septembre 2017, pour un montant initial de 183 584,00 € HT avec la société DALKIA France.

Ce marché concernant l'exploitation des installations de chauffage et d'eau chaude sanitaire comprend deux types de prestations (P2 et P3) :

- La prestation P2 : conduite de l'installation et travaux de petit entretien (conduite, surveillance, réglage, entretien courant, les menues réparations et les petites fournitures) ;
- La prestation P3 : gros entretien et renouvellement des matériels (réparation et remplacement à l'identique ou à fonction identique, de tous les matériels défectueux dont la liste a été arrêtée contractuellement, de façon à maintenir l'installation en bon état de marche continu).

Ce marché a déjà fait l'objet d'un précédent avenant concernant l'arrêt de la prise en charge du CIS du Havre Dumé d'Aplemont, l'intégration du CIS du Havre Nord ainsi que le système de climatisation du CIS du Havre Caucrauville.

A ce jour, il convient d'intégrer le nouveau siège du Groupement Ouest dans la liste des sites à prendre en charge, ainsi que des nouveaux équipements du CIS du Havre Caucrauville.

L'incidence financière de cet avenant est :

- Une plus-value de 1 016,73 € HT pour la saison de chauffe 2015/2016, puis de 6 100,35 € HT pour la dernière saison de chauffe (2016/2017) pour le poste P2 ;
- Le poste P3 n'est pas impacté par le présent avenant ;
- Soit une plus-value totale de 7 117,08 € HT.

Cet avenant porte le montant du marché à 200 039,74 € HT (montant de base) soit une augmentation de 8,96% par rapport au montant initial du marché de 183 584,00 € HT.

\*

\* \*

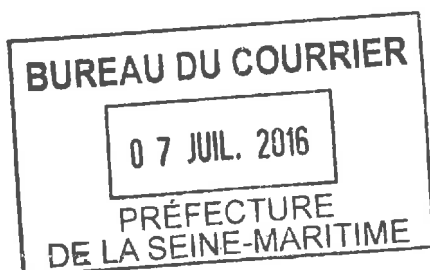
La Commission d'appel d'offres, s'est prononcée le 06 juillet 2016 et a émis un avis favorable à la conclusion de cet avenant.

\*

\* \*

*Sur le rapport remis sur table et après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent, à l'unanimité, ce dossier.*

**Le président du conseil d'administration,**

A stylized blue ink signature.

**André GAUTIER**

- Membres théoriques : 5
- Membres en exercice : 5
- Membres présents : 3
- Votants : 3

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

---

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**MISE EN PLACE DE LA CARTE ACHAT**

Le 06 juillet 2016, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 20 juin 2016, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 3 membres présents, le bureau peut valablement délibérer.

**ETAIENT PRESENTS**

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1<sup>er</sup> Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2<sup>ème</sup> Vice-Présidente

**ÉTAIENT ABSENTS EXCUSÉS**

- Monsieur Gérard JOUAN, 3<sup>ème</sup> Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, membre

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

Dans le but de favoriser l'autonomie des acteurs de proximité dans l'acte d'achat, le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) souhaite mettre en place la carte achat en expérimentation dans les centres mixtes et le site de Tourville-la-Rivière.

La carte achat est un dispositif qui permet à des agents d'une collectivité de s'approvisionner directement auprès de fournisseurs identifiés, fluidifiant ainsi le traitement administratif amont (baisse du délai d'approvisionnement par l'affranchissement de la réalisation d'un bon de commande et sa validation...) à l'instar d'une carte de paiement d'un particulier.

Chaque fournisseur est réglé directement par l'établissement bancaire, ensuite recredité par le SDIS, via le comptable public, à l'appui des relevés d'opérations.

Ce dispositif encourage la responsabilisation des acteurs et l'accès au tissu économique local.

L'objectif n'est pas de créer des besoins nouveaux mais bien d'améliorer le quotidien des centres d'incendie et de secours (CIS) par un acte d'achat facilité, pour les menues réparations courantes par exemple.

### **Méthodologie et dimensionnement interne du dispositif :**

Le dimensionnement du dispositif proposé ressort d'un diagnostic interne conduit auprès des chefs de groupements territoriaux et chefs de centre :

- les porteurs de carte proposés sont les chefs de centre et leur adjoint. 40 à 50 cartes seront donc nécessaires au regard du périmètre choisi pour cette expérimentation. Les porteurs doivent nommément être désignés par arrêté du président du conseil d'administration,
- les types d'achats visés par le dispositif renvoient aux domaines de la quincaillerie, de l'alimentation et de la fleuristerie,
- le plafond annuel par carte serait fixé à 1 500 € TTC, avec un montant maximum par transaction de 100 € TTC.
- une liste des magasins de proximité a été établie pour chaque centre entrant dans le dispositif expérimental.

### **Fonctionnement et coût de produit proposé**

Plusieurs établissements bancaires ont été sollicités (BNP, CIC/CM, Société Générale et la Caisse d'Epargne).

Le seul établissement qui a réellement montré de l'intérêt à ce projet est la Caisse d'Epargne.

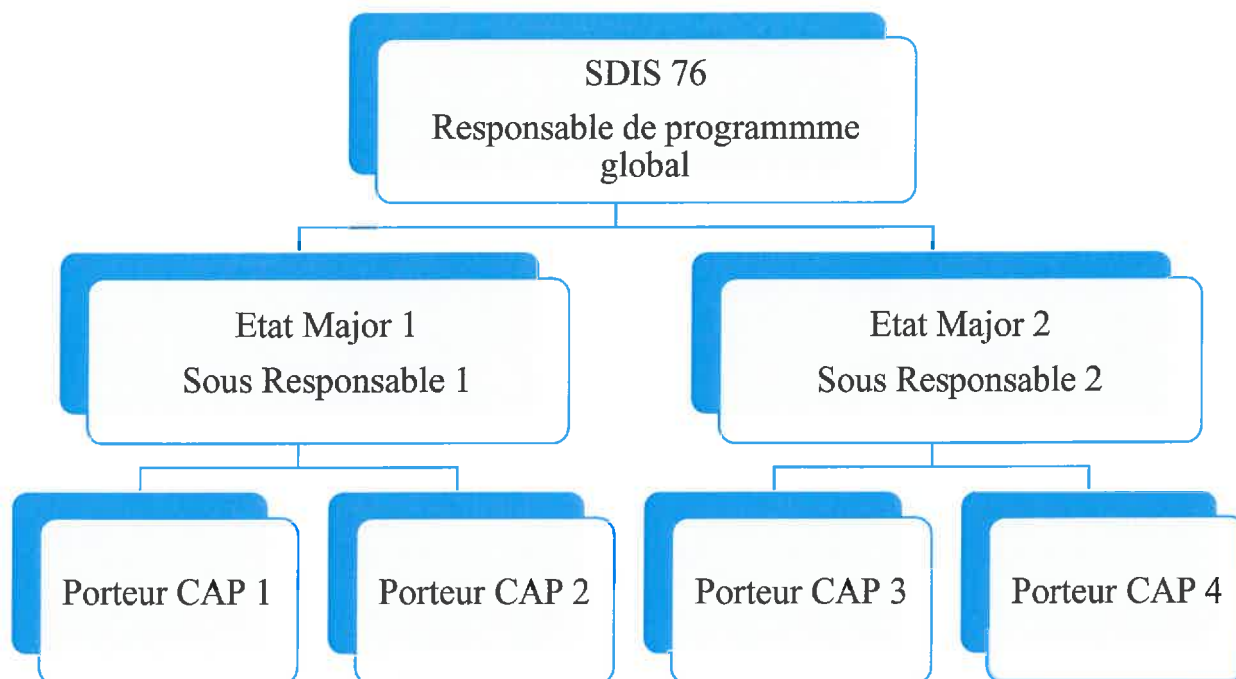
Une rencontre a eu lieu courant mai afin qu'il nous présente les modalités de fonctionnement de leur produit.

Le dispositif de la carte achat doit être administré par un responsable de programme (et son suppléant) chargé de référencer, via un outil informatique dédié, les fournisseurs et les porteurs de carte et de gérer les demandes et réception de cartes...

Comme les porteurs de carte, sa désignation s'opère par arrêté du Président. Le chef du service de la commande publique est proposé comme responsable de programme.

Le produit proposé par la Caisse d'Epargne permet une administration déconcentrée, en phase avec l'organisation interne du Service, assise sur les 3 groupements territoriaux. Chaque état-major de groupement pourra consulter les achats effectués par les porteurs de carte de son territoire et assurer le traitement des relevés d'opérations concernés le cas échéant.

Le schéma d'organisation serait le suivant :



Le coût du produit proposé par la Caisse d'Epargne se décline comme suit :

- Prix par carte :
  - 0 à 39 cartes : 25 €
  - + 39 cartes : 20 €
- Commission sur flux :
  - Commission fixe : 0,20 % du montant de l'achat
- Coût de portage :
  - Coût de portage offert sur ventes directes
  - Bien que non envisagées en interne, des opérations peuvent être effectuées en vente à distance. En ce cas, un coût de portage est appliqué (Eonia + 1,90%).
- Abonnement annuel à l'outil informatique de gestion :
  - 150 euros (offert)
- Exemple pour 1 carte sur 1 an pour 1 500 € TTC de dépenses :
  - Coût d'une carte : 20 €
  - Commission / achat : 3 €
  - Soit /an pour 40 cartes : 800 € de cotisations + 60 € de commission



Le projet de contrat proposé par la Caisse d'Epargne intègre donc cette grille tarifaire avec, compte tenu du dimensionnement interne envisagé, un montant maximum d'achat à l'échelle du Service fixé à 100 000€ sur un an ; durée du contrat proposé au terme duquel un bilan de l'expérimentation sera réalisé.

Le contrat laisse au Sdis, un délai de contestation en cas de transaction frauduleuse.

Proposition est faite de mettre en place ce dispositif à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2016, accompagné d'un guide d'utilisation et de bonnes pratiques pour les différents intervenants.

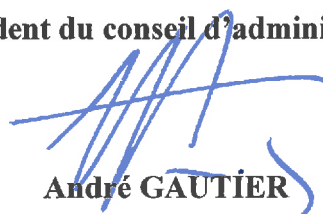
Il convient, pour ce faire, d'autoriser le président à signer le contrat ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

\*

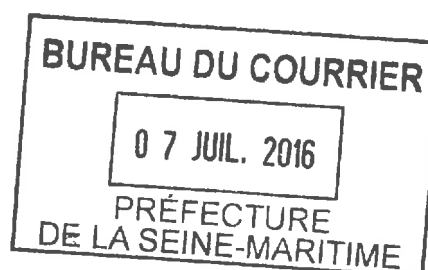
\* \*

*Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent, à l'unanimité, ce dossier.*

**Le président du conseil d'administration,**



André GAUTIER



N°2016-BCA-65

- Membres théoriques : 5
- Membres en exercice : 5
- Membres présents : 3
- Votants : 3

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

---

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**AVENANT N°1 A LA CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE  
COMMANDES AVEC LE SDIS 27**

Le 06 juillet 2016, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 20 juin 2016, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 3 membres présents, le bureau peut valablement délibérer.

**ETAIENT PRESENTS**

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1<sup>er</sup> Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2<sup>ème</sup> Vice-Présidente

**ÉTAIENT ABSENTS EXCUSÉS**

- Monsieur Gérard JOUAN, 3<sup>ème</sup> Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, membre

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

Par délibération en date du 27 janvier 2016, une convention de groupement de commandes avec le Service départemental d'incendie et de secours de l'Eure (Sdis 27) a été signée.

Le groupement de commandes vise à la réalisation de consultations conjointes dans un souci d'amélioration continue de l'efficience dans la commande publique.

La bonne avancée des dossiers en cours permet dès à présent de :

- lancer une consultation en vue de l'acquisition de matériels de transport et matériels mobiles d'incendie et de secours,
- élargir le champ même de la convention à la fourniture d'articles de droguerie.

Pour ces deux dossiers le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est le coordonnateur.

Ces évolutions supposent la signature d'un avenant à la convention, conformément à ses articles 2 et 4.

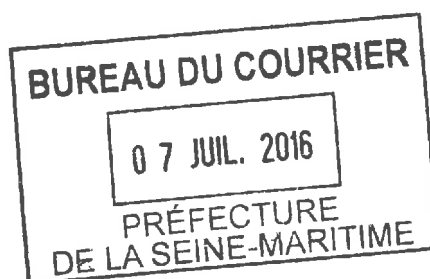
\*

\* \*

*Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent, à l'unanimité, ce dossier.*

**Le président du conseil d'administration,**

  
**André GAUTIER**



# AVENANT N° 1 A LA CONVENTION CONSTITUTIVE DE GROUPEMENT DE COMMANDES POUR PLUSIEURS MARCHES DE FOURNITURES ET SERVICES

Entre les soussignés :

**Le Service départemental d'incendie et de secours de l'Eure**, sis 8 rue du Docteur Michel Baudoux – CS 70613 - 27006 Evreux Cedex, représenté par Monsieur Sébastien LECORNU, Président du conseil d'administration du SDIS (CASDIS) de l'Eure, dûment habilité par délibération du conseil d'administration en date du 25 janvier 2016, ci-après dénommé « le SDIS 27 »

et

**Le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime**, sis 6 rue du Verger – CS 40078 – 76192 Yvetot Cedex, représenté par Monsieur André GAUTIER, Président du conseil d'administration du SDIS (CASDIS) de la Seine-Maritime, dûment habilité par délibération du conseil d'administration en date du 27 janvier 2016, ci-après dénommé « le SDIS 76 »

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

## **Article 1<sup>er</sup> : Objet de l'avenant à la convention**

Le présent avenant a pour objet d'une part d'intégrer la possibilité pour le groupement de commandes de lancer des consultations pour l'achat d'articles de droguerie et, d'autre part, de désigner le coordonnateur du groupement de commandes pour l'achat de matériels de transport et matériels mobiles d'incendie et de secours ainsi que pour la fourniture d'articles de droguerie.

Le présent avenant intègre également le changement de réglementation relatif aux marchés publics issu de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 en vigueur au 1<sup>er</sup> avril 2016.

## **Article 2 : Modification des clauses de la convention**

### **2.1 Modification de l'article 1<sup>er</sup> de la convention « objet »**

L'article 1<sup>er</sup> est modifié comme suit :

La présente convention crée un groupement de commandes tel que prévu à l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015, en vue du lancement de plusieurs consultations conjointes ayant pour objet l'achat de :

- matériels opérationnels et petits équipements pour les opérations de secours à personne, de lutte contre les incendies et les opérations diverses ;
- effets d'habillement pour les sapeurs-pompiers et les personnels des filières administrative et technique ;
- équipements de protection individuelle et collective ;
- équipements et tenues pour les équipes spécialisées ;
- maintenance des équipements et matériels d'incendie et de secours ;
- matériels de transport et matériels mobiles d'incendie et de secours ;
- fourniture d'articles de droguerie.

### **2.2 : Modification de l'article 4 de la convention « désignation du coordonnateur »**

L'article 4 est modifié comme suit :

Le coordonnateur du groupement sera pour l'année 2016 :

- pour les besoins relatifs aux équipements et tenues pour les équipes spécialisées : le SDIS 27, représenté par Monsieur Sébastien LECORNU, Président du CASDIS de l'Eure ;

- pour les besoins relatifs aux effets d'habillement pour les sapeurs-pompiers et les personnels des filières administrative et technique : le SDIS 76, représenté par Monsieur André GAUTIER, Président du CASDIS de la Seine-Maritime ;
- pour les besoins relatifs aux matériels de transport et matériels mobiles d'incendie et de secours : le SDIS 76, représenté par Monsieur André GAUTIER, Président du CASDIS de la Seine-Maritime ;
- pour les besoins relatifs à la fourniture d'articles de droguerie : le SDIS 76, représenté par Monsieur André GAUTIER, Président du CASDIS de la Seine-Maritime.

Pour les autres projets d'achats, le coordonnateur sera désigné par avenant après délibération des assemblées délibérantes des membres du groupement.

### **Article 3 : Dispositions générales**

Toutes les autres clauses et conditions de la convention initiale qui ne sont pas contraires aux dispositions du présent avenant demeurent applicables.

Le présent avenant entrera en application à compter de la signature du dernier des membres.

A Evreux, le

Le Président du CASDIS de l'Eure

Sébastien LECORNU

A Yvetot, le

Le Président du CASDIS de la Seine-Maritime

André GAUTIER

PROJET

N°2016-BCA-66

- Membres théoriques  
: 5
- Membres en exercice  
: 5
- Membres présents :  
3
- Votants :  
3

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

---

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**SORTIE DE L'ACTIF – VENTE DE MATERIELS**

Le 06 juillet 2016, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 20 juin 2016, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 3 membres présents, le bureau peut valablement délibérer.

**ETAIENT PRESENTS**

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1<sup>er</sup> Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2<sup>ème</sup> Vice-Présidente

**ÉTAIENT ABSENTS EXCUSÉS**

- Monsieur Gérard JOUAN, 3<sup>ème</sup> Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, membre

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*



Il vous est proposé de sortir du patrimoine du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime les matériels énoncés ci-dessous.

Ces matériels seront pour l'essentiel mis en vente en ligne sur le site internet de la société Agorastore.

### MATERIEL DIVERS

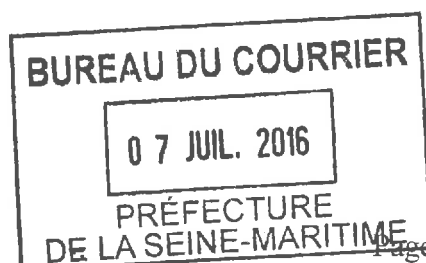
N° Inventaire comptable	année	Article budgétaire	Matériel	Fournisseur	Prix d'achat unitaire	Mise à prix
2012000000063	2012	2183	1 PC Complet HP6200 SFF	STIMPLUS	528.63 €	50.00 €
2010000000168	2010	2183	144 PC HP 6000	QUADRIA	663.78 €	50.00 €
2010000000128	2010	2184	1 Photocopieur bizhub 282	KONICA	2 572.40 €	100.00 €
2009000000311	2009	2184	1 Photocopieur bizhub 423	KONICA	5 724.87 €	100.00 €
2009000000312	2009	2184	1 Photocopieur bizhub 421	KONICA	5 724.87 €	100.00 €
2010000000064	2009	2184	1 Photocopieur bizhub 421	KONICA	5 724.87 €	100.00 €
2010000000063	2009	2184	1 Photocopieur bizhub 421	KONICA	5 724.87 €	100.00 €
2005000000310	2005	2183	1 Traceur HP designjet 510	UGAP	4 495.89 €	300.00 €
2006000000239	2006	21578	9 Compresseurs	F2I Distribution	388.7 €	80.00 €
2006000000284	2006	21578	9 Kits pour compresseurs	F2I Distribution	111.19 €	30.00 €
2006000000493	2006	21578	8 Compresseurs	F2I Distribution	345.51 €	80.00 €
2009000000129	2009	21562	58 Détendeurs de plongée	Villetard	261.03 €	75.00 €
2006000000311	2006	21562	4 Détendeurs de plongée	Villetard	257.60 €	75.00 €
2006000000005	2006	21562	4 Détendeurs de plongée	Villetard	257.60 €	75.00 €
2008000000097	2008	21562	14 Détendeurs de plongée	Villetard	257.60 €	75.00 €

\*

\*\*

*Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent, à l'unanimité, ce dossier, à savoir :*

- *approuvent la sortie du patrimoine du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime des matériels dont la liste figure ci-dessus,*
- *autorisent le Président à signer les documents nécessaires à la sortie d'actif, à la vente ou à la destruction de matériels.*



Le président du conseil d'administration,

  
André GAUTIER

- Membres théoriques : 5
- Membres en exercice : 5
- Membres présents : 3
- Votants : 3

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

---

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**DETERMINATION DES TAUX DE PROMOTION D'AVANCEMENT DE GRADE  
POUR LA FILIERE DES SAPEURS-POMPIERS PROFESSIONNELS**

Le 06 juillet 2016, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 20 juin 2016, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 3 membres présents, le bureau peut valablement délibérer.

**ETAIENT PRESENTS**

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1<sup>er</sup> Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2<sup>ème</sup> Vice-Présidente

**ÉTAIENT ABSENTS EXCUSÉS**

- Monsieur Gérard JOUAN, 3<sup>ème</sup> Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, membre

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

L'article 49 de la loi du 26 janvier 1984 précise que « *le nombre maximum de fonctionnaires appartenant à l'un des cadres d'emplois régis par la présente loi, à l'exception du cadre d'emplois des agents de police municipale, pouvant être promus à l'un des grades d'avancement de ce cadre d'emplois est déterminé par application d'un taux de promotion à l'effectif des fonctionnaires remplissant les conditions pour cet avancement de grade. Ce taux de promotion est fixé par l'assemblée délibérante après avis du comité technique* ».

Le taux de promotion s'applique aux fonctionnaires remplissant les conditions d'avancement de grade. Il peut être fixé entre 0 et 100 %. Il correspond à un nombre plafond d'agents pouvant bénéficier d'un avancement. Ce mode de calcul ne s'appliquait pas jusqu'à présent à la filière des sapeurs-pompiers professionnels. La réforme du printemps 2012 a étendu le mode de gestion à certains grades de la filière des sapeurs-pompiers professionnels.

Pour la filière des sapeurs-pompiers professionnels, les taux de promotion d'avancement de grade résultent, dorénavant de la combinaison de deux critères.

- Les quotas opérationnels.

Les articles R. 1424-23-1 et suivants du code général des collectivités territoriales déterminent les quotas opérationnels à partir d'un effectif de référence fixé au 31 décembre de l'année précédente.

Ce quota opérationnel définit le nombre plafond d'agents par grade pour les officiers de catégorie A et par cadre d'emplois pour les sous-officiers et les lieutenants.

Afin de permettre une répartition des grades dans le cadre d'emplois des lieutenants, des sous-officiers et des sapeurs et caporaux, la direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises a précisé qu'un taux de promotion doit être défini pour ces cadres d'emplois.

- Les taux de promotion déterminés durant les périodes transitoires.

Les décrets du 20 avril 2012 relatifs à la réforme de la filière des sapeurs-pompiers professionnels instituent des taux de promotion pendant la période transitoire qui varie selon les grades concernés.

- L'avancement au grade de caporal-chef : jusqu'au 31 décembre 2019 au plus tard, le taux de promotion est de 14 % tous les ans sauf pour l'année 2017 où le taux de promotion est fixé à 22%. Si l'application du taux au nombre de promouvables donne un nombre non entier, ce chiffre est arrondi au nombre entier supérieur.
- Cette période transitoire cesse le jour où l'ensemble des caporaux remplissant les conditions d'avancement de grade (caporaux justifiant de cinq années au moins de services effectifs dans leur grade au 31 décembre de l'année de leur nomination) ont été promus au grade de caporal-chef.

Les décrets précités n'ont donc pas prévu de taux de promotion pour les grades de caporal, d'adjudant, de lieutenant de 1ère classe et de lieutenant hors classe. Il revient ainsi au conseil d'administration, après avis du comité technique de définir le taux de promotion pour les grades énoncés.

Il faut rappeler que l'autorité territoriale reste libre de nommer ou non les agents à un grade d'avancement. Elle peut choisir de ne pas inscrire les agents au tableau d'avancement de grade même si les ratios le permettent. Par contre elle ne pourra procéder aux nominations que dans la limite des ratios fixés par l'assemblée délibérante.

Pour l'année 2017, il est proposé de fixer un taux de promotion de :

- 100% pour l'avancement au grade de caporal,
- 100% pour l'avancement au grade d'adjudant,
- 100% pour l'avancement au grade de lieutenant de 1ère classe,
- 100% pour l'avancement au grade de lieutenant hors classe.

Si l'application de ces taux au nombre de promouvables donne un nombre non entier, ce chiffre est arrondi au nombre entier supérieur.

Il est précisé que le taux de promotion n'engage en rien l'autorité territoriale à nommer ces personnels.

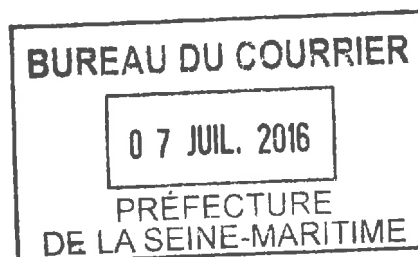
\*

\* \*

*Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent, à l'unanimité, ce dossier.*

**Le président du conseil d'administration,**

  
**André GAUTIER**



N°2016-BCA-68

- Membres théoriques  
: 5
- Membres en exercice  
: 5
- Membres présents :  
3
- Votants :  
3

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

---

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS BUDGETAIRES ET  
AUTORISATIONS A RECOURIR A DES TRANSFORMATIONS  
DE POSTES BUDGETAIRES**

Le 06 juillet 2016, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 20 juin 2016, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 3 membres présents, le bureau peut valablement délibérer.

**ETAIENT PRESENTS**

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1<sup>er</sup> Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2<sup>ème</sup> Vice-Présidente

**ÉTAIENT ABSENTS EXCUSÉS**

- Monsieur Gérard JOUAN, 3<sup>ème</sup> Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, membre

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

## **I - Création et suppression de postes**

- **Création temporaire** : néant
- **Création permanente** : néant
- **Suppression** : néant

## **II - Ajustement des emplois budgétaires**

### **a) au sein de la filière administrative et technique**

- 1 poste d'attaché transformé en poste de directeur ;
- 1 poste de rédacteur transformé en poste de technicien ;

## **III – Postes vacants susceptibles d'être pourvus par des agents contractuels**

En l'absence de candidats titulaires répondant au profil recherché, les postes suivants pourront être tenus par un non titulaire recruté sur la base de l'article 3-2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale :

Pour une durée d'un an ou trois ans :

- Chef de service communication, attaché principal, au sein du service communication ;
- Chargé des instances, de la veille juridique et du précontentieux, rédacteur, au sein du groupement emplois, activités et compétences ;
- Assistante administrative infrastructures, adjoint administratif de 2<sup>ème</sup> classe, au sein du groupement technique et immobilier ;
- Technicien hygiène et sécurité, technicien à technicien principal de 2<sup>ème</sup> classe, au sein du groupement qualité de vie au travail ;
- Correspondant infrastructures, technicien, au sein du groupement Est ;
- Adjoint au chef de groupement et chef de service études et projets, ingénieur, au sein du groupement des systèmes d'informations ;

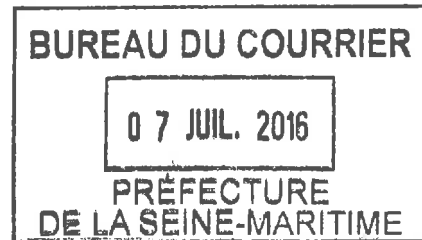
Ces modifications sont inscrites dans le tableau, ci-joint.

\*  
\* \*

*Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent, à l'unanimité, ce dossier.*

**Le président du conseil d'administration,**

  
**André GAUTIER**





**SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SEINE MARITIME**  
**TABLEAU DES EMPLOIS BUDGETAIRES AU 1er août 2016**

EFFECTIFS		POSTES BUDGETAIRES				PREVISIONNEL POSTES POURVUS au 01/08/2016			ECART POURVUS / BUDGETAIRES
		CA du 17/06/2016	Création de poste	Suppression de poste	BCA du 06/07/2016	Titulaires	Contractuels	Effectif total	
A1	Colonel	3			3	2	0	2	-1
	Lieutenant Colonel	11			11	11	0	11	0
A2	Commandant	22			22	21	0	21	-1
	Capitaine	35			35	33	0	33	-2
B1	Lieutenant hors classe	6			6	5	0	5	-1
B2	Lieutenant 1ère classe	43			43	42	0	42	-1
B3	Lieutenant 2ème classe	31			31	24	0	24	-7
C1	Adjoints	180			180	179	0	179	-1
	Sergents	228			228	227	0	227	-1
C2	Caporal-chef	38			38	38	0	38	0
	Caporal	192			192	189	0	189	-3
C3	Sapeur 1° classe	124			124	111	0	111	-13
FILIERE SPP hors SSSM		913	0	0	913	882	0	882	-31
A1	Médecin de classe exceptionnelle	1			1	1	0	1	0
	Médecin hors classe	1			1	1	0	1	0
	Médecin de 1ère classe	1			1	0	1	1	0
	Pharmacien 1ère classe	1			1	1	0	1	0
	Pharmacien 2ème classe	1			1	1	0	1	0
A2	Infirmier d'encadrement	1			1	1	0	1	0
B1	Infirmier-chef	2			2	2	0	2	0
B2	Infirmier principal	1			1	1	0	1	0
B3	Infirmier	1			1	0	1	1	0
FILIERE SSSM		10	0	0	10	8	2	10	0
A1	Directeurs Territoriaux	0	1		1	1	0	1	0
A2	Attachés Territoriaux	17		1	16	10	6	16	0
B	Rédacteurs Territoriaux	37		1	36	30	5	35	-1
C	Adjoints Administratifs	99			99	95	3	98	-1
FILIERE ADMINISTRATIVE		153	1	2	152	136	14	150	-2
B	Assistant socio-éducatif principal	1			1	1	0	1	0
FILIERE MEDICO-SOCIALE		1	0	0	1	1	0	1	0
A	Ingénieurs territoriaux	10			10	5	4	9	-1
B	Techniciens territoriaux	28	1		29	21	5	26	-3
C1	Agents de Maîtrise	26			26	24	1	25	-1
C2	Adjoints Techniques*	40			40	35	5	40	0
FILIERE TECHNIQUE		104	1	0	105	85	15	100	-5
TOTAUX		1181	2	2	1181	1112	31	1143	-38
Emplois temporaires	Sapeur 1° classe	8			8	0	0	0	-8
	Lieutenant 2ème classe	1			1	0	0	0	-1
	Sergent-chef	1			1	1	0	1	0
		10	0	0	10	1	0	1	-9

Effectifs non permanents (pourvus*)	nombre
contractuels	7
Engagés de service civique	0
Apprenti	2
Emplois d'avenir	11
Agent mis à disposition du SDIS par une société d'intérim	0
Agent d'une collectivité mis à disposition du SDIS	2
Agent mis à disposition TOTAL/CNPE	3

\* effectif non permanent ( remplacement maladie, surcroît d'activité, maternité....)

N°2016-BCA-69

- Membres théoriques : 5
- Membres en exercice : 5
- Membres présents : 3
- Votants : 3

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

---

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**CONVENTION DE PARTENARIAT OPERATIONNEL  
ENTRE LE SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA  
SEINE-MARITIME ET LA SOCIETE NATIONALE DE SAUVETAGE EN MER  
DE LA SEINE-MARITIME**

Le 06 juillet 2016, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 20 juin 2016, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 3 membres présents, le bureau peut valablement délibérer.

**ETAIENT PRESENTS**

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1<sup>er</sup> Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2<sup>ème</sup> Vice-Présidente

**ÉTAIENT ABSENTS EXCUSÉS**

- Monsieur Gérard JOUAN, 3<sup>ème</sup> Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, membre

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

Le Schéma départemental d'analyse et de couverture des risques identifie dans son catalogue des risques particuliers, le risque maritime qu'il s'agisse du transport collectif maritime ou encore le transport de marchandises ou de plaisance.

Le Règlement opérationnel arrêté par la préfète le 27 janvier 2016 précise les limites et le niveau de la réponse opérationnelle du Sdis en matière de contribution aux opérations de recherche et de sauvetage en mer.

En effet, le Service départemental d'incendie et de secours de Seine-Maritime (Sdis 76) peut contribuer aux opérations de secours et de sauvetages en mer conformément aux conventions cadres établies respectivement avec les Centres régionaux opérationnels de surveillance et de sauvetage Gris-Nez et Jobourg (CROSS).

Par ailleurs, la Société nationale de sauvetage en mer (SNSM) dont les stations sont réparties sur le littoral de la Seine-Maritime, participe également aux interventions en mer à la demande des CROSS.

Ainsi, afin d'assurer les missions susvisées dans les meilleures conditions matérielles, techniques et de sécurité optimale, le Sdis et la SNSM ont décidé d'associer leurs compétences et leur savoir-faire opérationnel en s'apportant un appui opérationnel objet de la convention jointe en annexe.

La présente convention d'appui opérationnel, définit et précise les modalités pratiques, opérationnelles relatives à l'engagement de personnels sapeurs-pompiers à bord de vedette SNSM.

La SNSM devenant alors un moyen de projection du personnel du Sdis 76 dans le périmètre de la convention Sdis/CROSS. La convention traite également des obligations d'exercices communs pour garantir la performance opérationnelle et du volet financier associé.

Ainsi, il vous est proposé d'autoriser le président à signer la convention précitée, jointe en annexe ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

\*

\* \*

*Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent, à l'unanimité, ce dossier et autorisent le Président à signer la convention ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.*

Le président du conseil d'administration,



André GAUTIER



**Sapeurs-Pompiers  
de Seine-Maritime**

## **CONVENTION DE PARTICIPATION**

### **D'APPUI OPERATIONNEL**

#### **ENTRE**

#### **LA SOCIETE NATIONALE DE SAUVETAGE EN MER ET LE SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SEINE-MARITIME**

**Entre :** le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) dont le siège est au 6 rue du Verger, CS 40078 – 76192 Yvetot Cedex  
Représenté par Monsieur André GAUTIER, agissant en qualité de Président.

D'une part,

Et la Délégation Départementale de la Seine Maritime représentant le Président de la Société nationale de sauvetage en mer (SNSM)

Monsieur Daniel DENIAU 8 bis Square de Franche-Comté 76240 BONSECOURS.

D'autre part, Il est convenu et arrêté ce qui suit :

#### **Article 1 : Objet**

Partenariat de prestation d'appui opérationnel.

Le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis76) peut contribuer aux opérations de secours et de sauvetage en mer conformément au Règlement opérationnel en vigueur et aux conventions cadres relatives aux contributions du Sdis 76 aux opérations de recherches et sauvetage en mer. Dans ce cadre, il met en œuvre ses moyens d'intervention conformément aux modalités arrêtées dans les conventions établies respectivement avec les Centres régionaux opérationnels de surveillance et de sauvetage Gris-Nez et Jobourg (CROSS).

D'autre part, la Société nationale de sauvetage en mer (SNSM) dont les stations sont réparties sur le littoral de la Seine-Maritime, participe également aux interventions en mer à la demande des CROSS.

Aussi, conformément à l'article L1424-2 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), le Sdis 76 a la possibilité de conventionner avec des organismes tiers pour la réalisation d'interventions qui ne se rattache pas directement à ses missions de service public.

Ainsi, afin d'assurer les missions susvisées dans les meilleures conditions matérielles, techniques et de sécurité optimale, le Sdis 76 et la SNSM ont décidé d'associer leurs compétences et leurs savoir-faire opérationnels en s'apportant un appui opérationnel objet de la présente convention.

La présente convention définit et précise les modalités pratiques et opérationnelles relatives à l'engagement des personnels sapeurs-pompiers à bord de vedettes SNSM. La SNSM devenant alors un moyen de projection du personnel du Sdis 76 dans le cadre de la convention Sdis76/CROSS. La convention traite également des obligations d'exercices communs pour garantir une performance opérationnelle et du volet financier associé.

## **VOLET OPERATIONNEL**

### **Article 2 : Contribution du Sdis 76 aux missions de secours en mer à la demande du CROSS**

La contribution du Sdis 76 aux missions de secours en mer à la demande du CROSS ne peut s'effectuer que dans le respect et les limites de la convention Sdis 76/CROSS à savoir :

- aux opérations de recherche et de sauvetage en mer, au profit principalement des baigneurs et des personnes pratiquant des loisirs ou sports nautiques, sur la façade littorale du département,
- aux missions urgentes d'assistance aux biens dans les situations présentant un risque d'évolution vers la nécessité d'un sauvetage, évalué par l'officier CROSS en relation avec l'officier CODIS,
- à l'armement des hélicoptères de la sécurité civile du littoral,
- à la préparation de l'accueil au port d'un navire en difficulté.

La présente convention ne permet pas au Sdis 76 de venir couvrir d'autres missions réalisées par la SNSM à la demande du CROSS.

### **Article 3 : Déclenchement des moyens**

#### **A : Sapeurs-Pompiers**

Conformément aux conventions avec les CROSS, le déclenchement des équipes spécialisées sapeurs-pompiers est fait par le CROSS via le CODIS 76. De ce fait, le Commandant de bord de l'embarcation, du canot, de la vedette, souhaitant être accompagné de spécialistes sapeurs-pompiers pour réaliser sa mission doit en faire la demande au CROSS concerné.

#### **B : SNSM**

Le patron du canot SNSM demandant l'embarquement d'une équipe spécialisée sapeurs-pompiers le fait via le CROSS.

Le CODIS lors de l'acceptation d'une mission dans le cadre de la convention Sdis 76/CROSS précise au CROSS le besoin d'un support SNSM si celui-ci n'avait pas été sollicité en amont. Dans ce cadre le lieu d'embarquement est conjointement arrêté (cf. annexe).

### **Article 4 : Déroulement d'une intervention**

Le Patron du canot est responsable de l'acheminement des équipes sur le lieu d'intervention. En concertation avec le responsable des sapeurs-pompiers embarqués, il valide la manœuvre permettant de réaliser la mission spécifique pour laquelle les personnels sapeurs-pompiers ont été embarqués.

Pour des raisons de sécurité dues aux circonstances, le patron du canot peut refuser la mise en œuvre de l'équipe spécialisée de sapeurs-pompiers embarqués. Il en est de même pour les personnels sapeurs-pompiers si les conditions de sécurité ne sont pas remplies, le responsable de l'unité, peut refuser la mission conformément au Référentiel emploi, activités, compétence SAL de janvier 2014, et le Guide national de référence SAV de novembre 2002.

Lors de l'embarquement, le patron SNSM informe le CROSS compétent de la nature de l'équipage (nombre et compétences sauveteur de surface ou en profondeur).

#### **Article 5 : Personnels visés**

Cette convention s'applique d'une part, aux personnels des spécialités aquatiques du Sdis 76 appelés « Sauveteur aquatique » (SAV) et Scaphandrier autonome léger (SAL) de la liste d'aptitude opérationnelle départementale et d'autre part, aux canotiers et patrons opérationnels des stations de la SNSM de la Seine Maritime.

### **VOLET PREPARATION**

#### **Article 6 : Exercice et échanges**

Afin de promouvoir les échanges et la diffusion des bonnes pratiques entre les acteurs, des visites pratiques des installations, canots, vedettes et du centre opérationnel départemental d'incendie et de secours (CODIS) sont organisées au profit du personnel de la SNSM et du Sdis 76.

Ainsi, à la demande de l'une des parties, des entraînements sont réalisés pour permettre aux personnels d'évoluer en intervention avec aisance sur les bateaux. Cela passe par une connaissance des procédures internes de chaque équipage pour les personnels sapeurs-pompiers et l'appréciation de l'emploi des spécialistes pour les chefs d'embarcation appelés Patrons.

De plus, pour s'assurer d'une bonne complémentarité des effectifs, des exercices semestriels seront réalisés entre les stations SNSM et les personnels sapeurs-pompiers qualifiés.

#### **Article 7 : Préparation de l'équipage**

Tous les personnels sapeurs-pompiers embarqués sur un moyen SNSM en tant que spécialiste sont inscrits sur une liste d'aptitude opérationnelle départementale SAV-SAL arrêtée par la préfète.

Les personnels sapeurs-pompiers sont équipés par le Sdis 76 conformément aux règles de dotation départementale.

Chaque patron SNSM valide l'accès à son embarcation des personnels sapeurs-pompiers. En cas de refus d'embarquement, il en informe le délégué départemental et le CODIS 76 en motivant son positionnement.

Préalablement à un premier embarquement, le Patron du canot SNSM et le référent nautique du centre de secours desservant le moyen SNSM définissent les consignes de chargement du matériel et du positionnement du personnel pendant la navigation.



## **VOLET EVALUATION**

### **Article 8 : Evaluation et retour d'expérience**

#### **A : Evaluation**

Chaque semestre, il est réalisé une réunion associant le délégué départemental de la SNSM, le référent nautique du Sdis 76 désigné et des CROSS Gris-Nez et Jobourg afin d'échanger sur les exercices réalisés et dresser le bilan des interventions partagées. Elle permet, de faire un état des lieux sur les pratiques que ce soit en intervention ou en exercice et de préparer la programmation prévisionnelle des exercices et échanges. Un compte rendu est rédigé à l'attention du chef du Groupement Opérations-Prévision à la suite de ces rencontres.

#### **B : Retour d'expérience**

Dans une démarche de retour d'expérience et d'amélioration continue, chaque fois que nécessaire, les parties peuvent initier un retour d'expérience. Le CROSS compétent pourra, s'il y a lieu, y participer et sera destinataire du compte rendu.

## **VOLET RESPONSABILITES**

### **Article 9 : Assurances**

Chaque partie reste propriétaire des matériels et équipements. Dans le cadre des missions de secours réalisées conformément à ladite convention, chaque partie reste responsable des dommages et préjudices de toutes natures causés par ses membres uniquement, et de quelque manière que ce soit, tant aux navires, aux matériels et aux installations, qu'à son personnel ou à des tiers, et trouvant directement ou indirectement, en totalité ou en partie, leur origine dans l'exécution de la présente convention.

Chaque partie souscrit et maintient en cours de validité les polices d'assurances qu'elle juge appropriées afin de couvrir pour un montant suffisant, les risques et responsabilités lui incombant, tant en vertu du droit commun qu'en vertu de ses engagements résultant de l'exécution de la présente convention.

## **VOLET FINANCIER**

### **Article 10 : Financement participatif et modalités de versement**

Dans le cadre de la mise en œuvre de la présente convention les frais engagés à l'occasion des exercices, des entraînements restent à la charge des parties à l'exception des frais liés au carburant qui donnent lieu à hauteur de cinquante pour cent 50% et dans la limite annuelle de six milles euros-6000€, à une participation du Sdis 76 sur présentation d'un état liquidatif trimestriel.

## **VOLET DUREE ET REVISION**

### **Article 11 : Durée de la convention**

La présente convention entre en vigueur à la date de la dernière signature des parties.

La présente convention est conclue pour une durée d'un an renouvelable par tacite reconduction sans que sa durée totale ne puisse excéder trois années consécutives. Les parties



se réunissent six mois avant la fin du terme des 3 ans pour analyser les modalités éventuelles de révision ou de reconduction.

**Article 12 : Avenant**

A l'initiative d'une des parties, il pourra être étudié toute proposition de modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention. Les modifications devront être acceptées par l'autre partie et faire l'objet d'un avenant validé avant son entrée en vigueur. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux fixés dans la convention. Les éventuels changements de coordonnées peuvent être mis à jour par simple courrier ou message (courriel).

**Article 13 : Règlement des litiges**

En cas de litige les parties s'efforcent de résoudre à l'amiable les contestations qui peuvent surgir de l'interprétation ou de l'exécution des clauses de la présente convention. En cas de désaccord persistant, le litige est porté devant le tribunal administratif compétent.

**Article 14 : Modalité de résiliation de la convention**

A tout moment sur motivation du délégué départemental ou président du conseil d'administration la convention peut être résiliée par courrier avec accusé de réception à l'une des deux parties.

Fait en deux exemplaires originaux.

A Yvetot,

Le Président du Service départemental  
d'incendie et de secours de la Seine-  
Maritime  
Monsieur André GAUTIER

Monsieur le Délégué Départemental de la  
Société Nationale de Sauvetage en Mer de  
la Seine-Maritime  
Monsieur Daniel DENIAU

## **ANNEXES**

**Annexe 1 : Cartographie des moyens opérationnels SNSM et Sdis**






**Annexe 2 : Lieux d'embarquement des personnels**

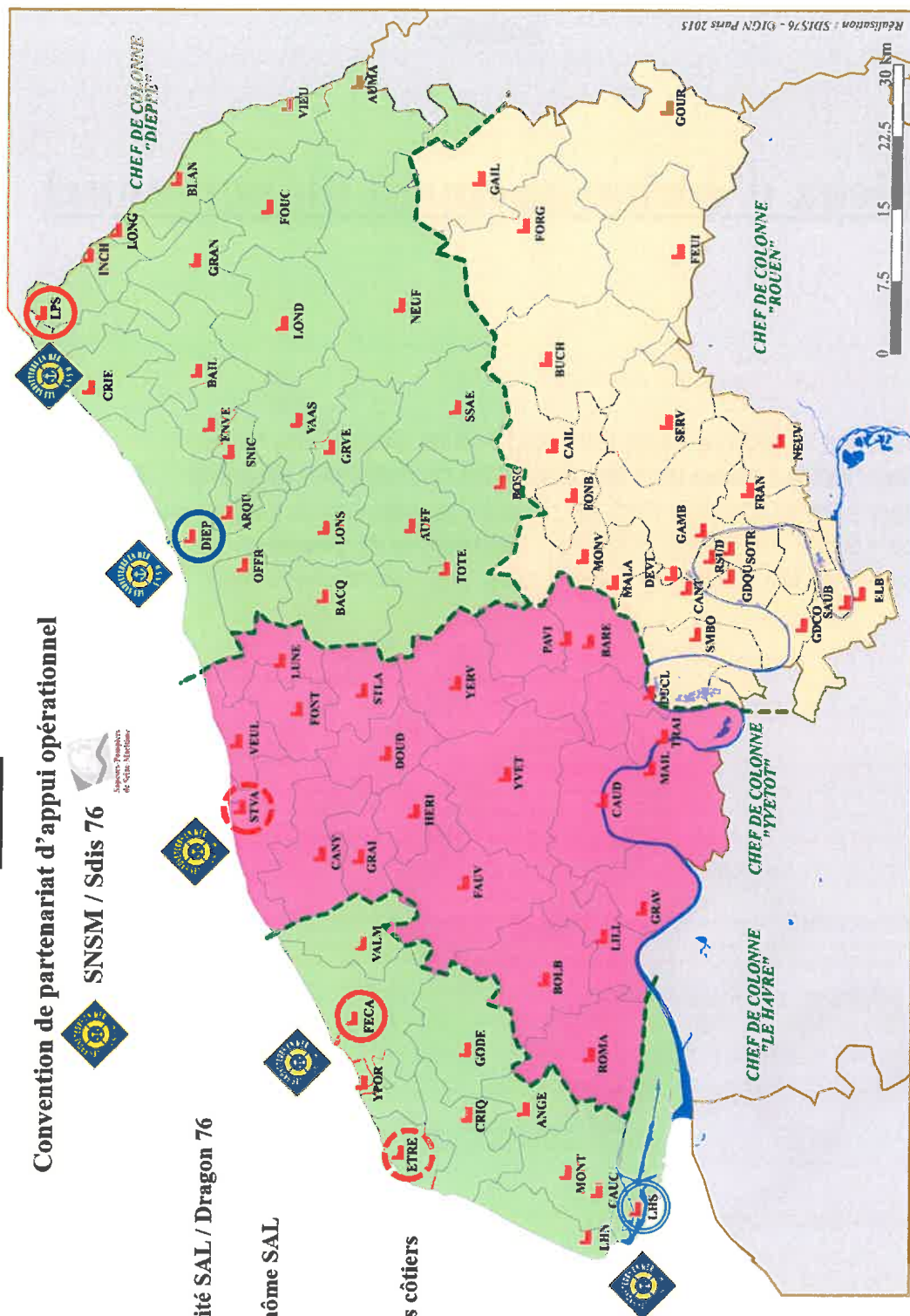
## Annexe 1

### Convention de partenariat d'appui opérationnel



SNSM / Sdis 76

-  1 unité SAV mer / 1 unité SAL / Dragon 76
-  1 unité SAV mer / 1 binôme SAL
-  1 unité SAV mer
-  1 binôme de sauveteurs côtiers
-  Station SNSM



## Annexe 2

# Lieux d'embarquement du personnel

Cis Le Havre Sud = SNSM Le Havre (SNS 161) Port de plaisance du Havre  
Cis Fécamp = SNSM Fécamp (SNS 089 / SNS 613) Quai du Halage Fécamp  
Cis St Valéry = SNSM St Valéry (SNS 257) Port de plaisance de St Valéry en Caux  
Cis Dieppe = SNSM Dieppe (SNS 080) Port de plaisance de Dieppe  
Cis Les-Prés-Salés LPS = SNSM Le Tréport (SNS 209) Quai Michel Le Bail

N°2016-BCA-70

- Membres théoriques : 5
- Membres en exercice : 5
- Membres présents : 3
- Votants : 3

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

---

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**CONVENTION DE PARTENARIAT OPERATIONNEL  
ENTRE LE SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA  
SEINE-MARITIME ET EDF REPRESENTEE PAR LES CENTRES NUCLEAIRES  
DE PRODUCTION D'ELECTRICITE DE PALUEL ET DE PENLY DANS LE  
CADRE DE LA MISE A DISPOSITION D'EQUIPEMENT HYDRAULIQUE  
GRANDE PUISSANCE**

Le 06 juillet 2016, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 20 juin 2016, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 3 membres présents, le bureau peut valablement délibérer.

**ETAIENT PRESENTS**

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1<sup>er</sup> Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2<sup>ème</sup> Vice-Présidente

**ÉTAIENT ABSENTS EXCUSÉS**

- Monsieur Gérard JOUAN, 3<sup>ème</sup> Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, membre

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

Dans le cadre des obligations développées par l'État français suite à la situation post Fukushima, EDF par sa Direction de la production nucléaire (EDF DPN) a élaboré le scénario incendie de grande ampleur (GIGA) et, à ce titre, décidé de doter les centrales nucléaires de production d'électricité (CNPE) de moyens hydrauliques grande puissance.

Ces modules ont vocation à compléter et/ou se substituer en secours au réseau incendie des sites dans le cadre du scénario incendie de grande ampleur. Ce sont des moyens hors PUI.

Les CNPE de Paluel et de Penly sont dotés chacun, de deux modules hydrauliques grande puissance.

Par ailleurs, le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76), conformément aux orientations arrêtées dans le schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (Sdacr) relatives à la couverture des risques particuliers, notamment le risque industriel, intègre dans sa réponse opérationnelle des moyens hydrauliques grande puissance identiques.

Cette réponse se concrétise dans les groupes d'intervention tels que définis à l'annexe 16 du règlement opérationnel en vigueur.

Dans ce cadre, EDF représentée par les CNPE de Paluel, de Penly et le Sdis trouvent un intérêt de mutualiser ces moyens spécifiques au regard notamment des points suivants :

Pour le Sdis

- le Schéma départemental d'analyse et de couverture des risques identifie dans son catalogue des risques particuliers,
- ces moyens sont intégrés dans la réponse opérationnelle face aux risques particuliers,
- le Sdis dispose déjà du même type de moyens et maîtrise leur mise en œuvre par une pratique régulière,
- la conjonction de dotation des CNPE et la programmation pour le Sdis du remplacement de deux modules qui arrivent en fin de vie (25 ans pour les plus anciens modules),

Pour les CNPE :

- de profiter de l'expérience et de la maîtrise de mise en œuvre de ce type de matériel de la part du Sdis,
- de la compatibilité des matériels avec celui du Sdis,
- de la nécessité de mettre en œuvre régulièrement ces matériels afin de maintenir leur disponibilité technique et opérationnelle.

Ainsi, dans la continuité des modalités arrêtées dans le cadre du partenariat existant entre le Sdis76 et les CNPE de Paluel et de Penly, les parties conviennent de fixer par convention, la mise à disposition du Sdis à titre gracieux, d'un module hydraulique grande puissance par CNPE.

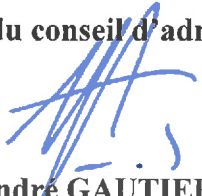
Le projet de convention joint en annexe, définit les modalités pratiques et techniques de la mise à disposition.

A ce titre, il convient d'approuver les termes de la convention de mise à disposition et d'autoriser le président à la signer ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

\*  
\* \*

*Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent, à l'unanimité, ce dossier et autorisent le Président à signer la convention ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.*

**Le président du conseil d'administration,**

  
**André GAUTIER**





## **Convention**

### **Relative à la participation d'EDF à la mise à disposition d'équipement hydraulique grande puissance**

Entre les soussignés,

Le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, établissement public départemental autonome créé par la loi n°96-369 du 3 mai 1996, dont le siège est situé, 6 rue Verger, à Yvetot (Seine-Maritime), représenté par Monsieur André GAUTIER, Président en exercice de son Conseil d'Administration,

Ci-après dénommé « Sdis 76 »,

D'une part,

Et,

Electricité de France (EDF), société anonyme au capital social de 960 069 513,50 €, dont le siège social se trouve à Paris, 8<sup>ème</sup>, 22 – 30 avenue de Wagram, immatriculée au RCS de Paris sous le numéro B 552 081 317, représentée par :

Monsieur Brice FARINEAU, en qualité de directeur du centre nucléaire de production d'électricité de Paluel (dénommé ci-après CNPE),

Et

Monsieur Laurent LACROIX, en qualité de directeur du centre nucléaire de production d'électricité de Penly (dénommé ci-après CNPE),

Ci-après dénommée « EDF »

De l'autre

Le Sdis 76 et EDF sont désignés ci-après, individuellement « Partie » et, collectivement « Parties »

## **Préambule**

Dans le cadre des obligations développées par l'Etat français suite à la situation post Fukushima, EDF par sa Direction de la production nucléaire (EDF DPN) a élaboré le scénario incendie de grande ampleur (GIGA) et, à ce titre, décidé de doter les centres nucléaires de production d'électricité (CNPE) de moyens hydrauliques grande puissance.

Ces modules, ont vocation à compléter et ou se substituer en secours au réseau incendie des sites dans le cadre du scénario incendie de grande ampleur. Ce sont des moyens hors PUI.

Les CNPE de Paluel et de Penly sont dotés chacun de deux modules hydrauliques grande puissance.

Par ailleurs, le Sdis 76, conformément aux orientations arrêtées dans le schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (SDACR) relatives à la couverture des risques particuliers notamment le risque industriel, intègre dans sa réponse opérationnelle des moyens hydrauliques grande puissance identiques. Cette réponse se concrétise dans les groupes d'intervention tels que définis à l'annexe 16 du règlement opérationnel en vigueur.

Aussi, dans la continuité des modalités arrêtées dans le cadre du partenariat existant entre le Sdis76 et les CNPE de Paluel et de Penly, les parties conviennent ce qui suit :

### **Article 1 : Objet de la Convention**

La présente convention a pour objet de préciser les conditions et les modalités de la mise à disposition par chaque CNPE, Paluel et Penly, au profit du Sdis 76 d'un module hydraulique grande puissance. Les caractéristiques du module hydraulique grande puissance et la liste des matériels associés figurent en annexe.

Cette mise à disposition d'un des deux modules par site s'effectue par permutation annuelle.

### **Article 2 : Obligations des Parties**

Chaque CNPE s'engage :

- à mettre à disposition du Sdis 76 un module hydraulique grand puissance sur les deux dont il dispose.

Ces moyens peuvent être utilisés par les Sdis 76 dans le cadre de ses propres besoins et à son initiative en matière de réponse opérationnelle face aux risques particuliers, sans contrainte ni restrictions d'utilisation et d'affectation dans les centres d'incendie et de secours du Sdis 76.

Afin d'assurer une utilisation régulière de ces moyens, une rotation annuelle est organisée chaque début d'année.

En contrepartie de cette mise à disposition le Sdis 76 s'engage à :

- affecter les modules hydrauliques grande puissance dans des centres d'incendie et de secours (CIS) sur les bassins de risques de Rouen et du Havre de façon à garantir une utilisation courante dans le cadre de manœuvres et d'exercices réguliers.

- réaliser un exercice de mise en œuvre par an sur chaque site selon un échéancier prévisionnel arrêté conjointement en janvier de chaque année.

- assurer prioritairement à d'autres sinistres qui surviendraient sur le territoire, la défense des CNPE de Paluel et de Penly avec ces modules hydrauliques de grande puissance dans le cadre du scénario incendie de grande ampleur.

- ne pas sous-louer ou mettre à disposition d'un tiers les modules hydrauliques de grande puissance hors mission de service public.

Il est précisé que l'engagement de ces moyens de secours est toujours en rapport avec la situation opérationnelle générale du Sdis 76 au moment considéré, et réalisé conformément au règlement opérationnel en vigueur arrêté par la Préfète de la Seine-Maritime.

### **Article 3 : Modalités de mise à disposition**

La mise à disposition de ces modules au profit du Sdis 76 est réalisée à titre gracieux.

Chaque module hydraulique grande puissance, objet de la présente convention, est et restera la propriété d'EDF. La maintenance, les réparations et les coûts associés sont à la charge des CNPE de Paluel et de Penly. La maintenance est réalisée sur site, lors des permutations annuelles prévues au cours d'un planning arrêté conjointement.

En cas d'indisponibilité sur site d'un module, le Sdis conserve le plein usage dans les conditions sus-définies des modules mis à disposition.

### **Article : Assurance - Responsabilité**

Dans le cadre de la mise à disposition des modules hydrauliques grande puissance, le Sdis 76 s'engage à assurer ces moyens au même titre que les moyens de son parc matériel et d'en assurer la garde.

En aucun cas, EDF sera responsable de l'utilisation faite par le Sdis des modules hydrauliques grande puissance.

### **Article 5 – Bilan annuel**

Un point sur l'utilisation par le Sdis des modules mis à disposition sera effectué lors des réunions tripartites trimestrielles.

Un bilan annuel sur l'utilisation de ces moyens par le Sdis 76 sera effectué lors de la réunion annuelle des directeurs.

### **Article 6 - Interlocuteurs**

Les parties désignent les interlocuteurs ci-après au titre de la présente convention :

Pour le Sdis 76 : le Chef de groupement Opérations-Prévision.

Pour EDF : CNPE Paluel : le Chargé Incendie, CNPE Penly : le Chargé Incendie.

En cas de changement de l'interlocuteur, les parties s'informent mutuellement par écrit du nouvel interlocuteur.

#### **Article 7– Entrée en vigueur, durée de la Convention**

La présente convention entre en vigueur à la date de la dernière signature par les parties. Elle est conclue pour une durée de cinq ans. Elle est renouvelable une fois par tacite reconduction pour une même durée. Les parties se réunissent six mois avant la fin du terme des 5 ans pour analyser les modalités éventuelles de révision ou de reconduction.

#### **Article 8 – Règlement des litiges**

Pour tout litige qui surviendrait dans le cadre de la présente Convention, les Parties s'efforceront de trouver une solution amiable.

En cas d'impossibilité de trouver une solution amiable, le litige mettra fin à la convention

#### **Article 9 : Modalité de résiliation de la convention**

La convention peut être résiliée par chacune des Parties, à tout moment, par manquement aux obligations de l'une des parties, sous réserve de respecter un préavis de 9 mois.

Sont entendus comme motifs de résiliation les manquements délibérés aux obligations des parties et ou sur des raisons économiques grave.

Fait à Yvetot, en trois exemplaires originaux,

Le \_\_\_\_\_

Pour le Sdis 76 :

Le Président du conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de secours  
de la Seine-Maritime

André GAUTIER,

Pour EDF :

CNPE de Paluel,  
Le Directeur d'unité,

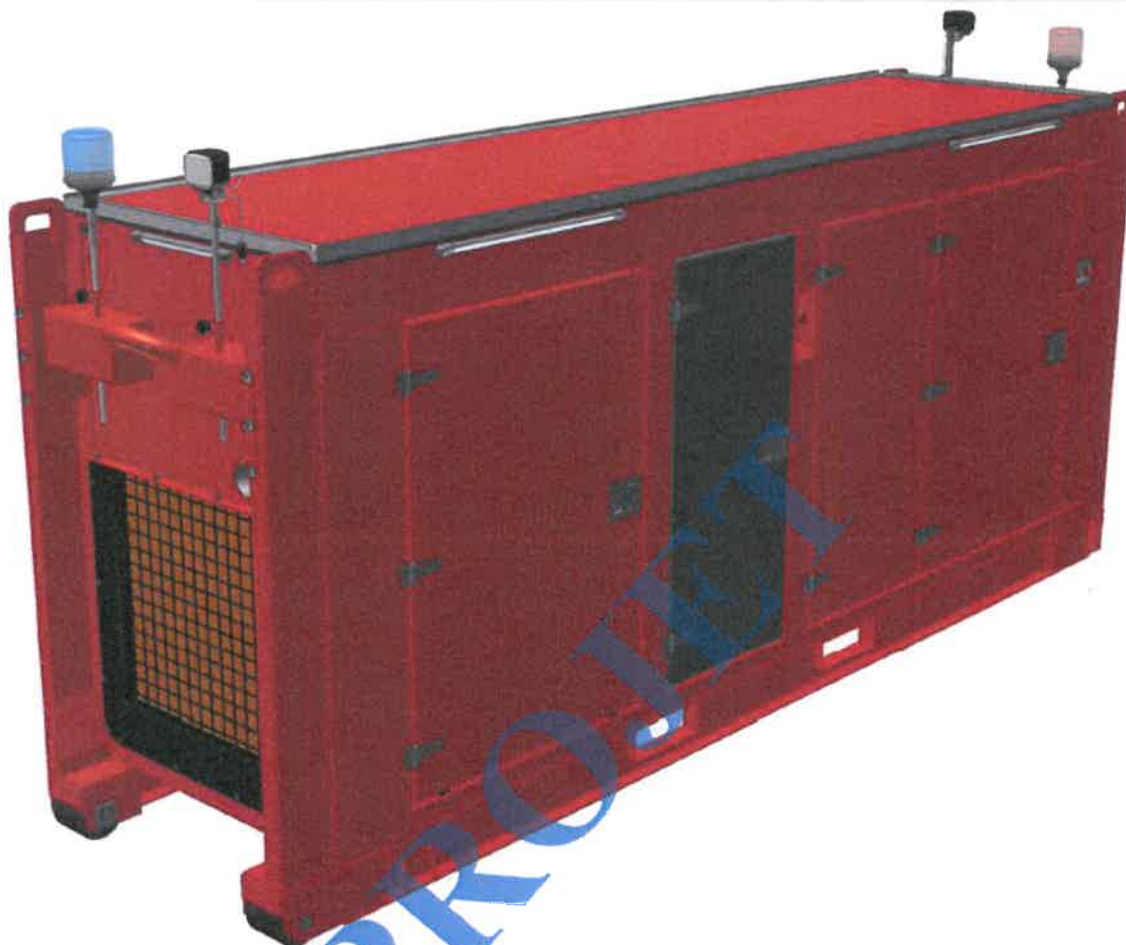
Brice FARINEAU

CNPE de Penly,  
Le Directeur d'unité,

Laurent LACROIX

## ANNEXES

### Annexe 1 – spécifications techniques module hydraulique grande puissance



Caractéristiques générales	
Fabricant	Hytrans Systems B.V.
Type	HFS HydroSub150
Dimensions nominales (L x l x H)	4 200 x 1 162 x 1 840 mm
Poids total opérationnel	3 100 kg
Alimentation auxiliaire	110/230 V, 16 A
Pression hydraulique max. en fonctionnement	350 bar
Puissance nominale	3 000 L/min à 11 bar
Température de fonctionnement	-10 °C - +45 °C
Température de stockage	-30 °C - +60 °C

## **Annexe 2 – Inventaire caisse module hydraulique grande puissance**

Débitmètre Ø 150 : 2

Rallonge électrique connexion débitmètre : 2

Division 150 X 2 X 150 : 4

Vanne à volant Ø 150 : 4

Raccord de réduction 150/100 : 4

Clé tricoise de 150 : 8

Elingue pour hélitreuillage : 8

Corps de Pompe « Faible débit grande pression » : 2

**PROJET**

- Membres théoriques  
: 5  
- Membres en exercice  
: 5  
- Membres présents :  
3  
- Votants :  
3

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

---

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**FRAIS DE DEPLACEMENT ET DE MISSION  
AUTORISATION DE DEROGATION A TITRE EXCEPTIONNEL**

Le 06 juillet 2016, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 20 juin 2016, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 3 membres présents, le bureau peut valablement délibérer.

**ETAIENT PRESENTS**

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1<sup>er</sup> Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2<sup>ème</sup> Vice-Présidente

**ÉTAIENT ABSENTS EXCUSÉS**

- Monsieur Gérard JOUAN, 3<sup>ème</sup> Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, membre

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*



Le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) s'est engagé dans une mission de coopération avec les compagnies de sapeurs-pompiers volontaires de Saint-Pierre et de Miquelon. Cette coopération prévoit des sessions de formation aux techniques opérationnelles, l'accompagnement pour l'instauration de conventions de disponibilité ou de formation pour les sapeurs-pompiers volontaires et la promotion du volontariat.

Pour remplir cette mission, des agents du Sdis 76 ont été sollicités. Il s'agit du Directeur départemental, du chef de service communication, du chef de centre de Bolbec, de formateurs, d'un médecin et d'un infirmier.

Dans ce cadre, les frais de déplacement ainsi que les frais de repas du midi sont pris en charge par la commune de Saint-Pierre. Les arrêtés nominatifs ne prévoient pas la prise en charge des repas du soir, restant ainsi à la charge du Sdis et s'élevant en moyenne à 25 euros par repas.

Le décret n°2001-654 du 19 juillet 2001 prévoit que l'assemblée délibérante ou le Conseil d'administration de l'établissement fixe le barème des taux forfaitaires des indemnités de missions (frais d'hébergement et de repas) dans la limite du taux maximal déterminé par l'arrêté d'application du 03 juillet 2006 fixant le taux maximal de l'indemnité à 90 euros pour les missions d'Outre-Mer.

Toutefois, l'article 7-1 du décret n°2001-654 du 19 juillet 2001 autorise les assemblées délibérantes ou les Conseils d'administration des établissements territoriaux à déroger à ce taux maximal par délibération, pour une durée limitée, lorsque l'intérêt du service l'exige et pour tenir compte de situations particulières. Les règles dérogatoires établies ne peuvent pas entraîner un remboursement supérieur aux sommes effectivement engagées.

Afin de faire face à cette situation exceptionnelle et de palier la carence de prise en charge du repas du soir, il vous est proposé à titre dérogatoire, pour la durée effective de la mission, d'augmenter le montant fixé par arrêté à 25 euros par repas et par agent, en lieu et place de 15.25 euros.

Les frais sont remboursés, sur présentation de justificatifs à hauteur de ce montant.

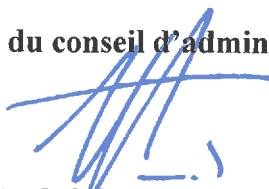
Il convient d'autoriser le Président à signer tout acte en application de cette dérogation accordée.

\*

\* \*

*Sur le rapport remis sur table et après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent, à l'unanimité, ce dossier.*

Le président du conseil d'administration,

  
André GAUTIER

